



ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA



LE LIEN AGRO-CAPITAL

Comprendre le rôle des institutions financières de développement dans la révolution verte africaine

AVANT-PROPOS

Partout en Afrique, les décisions relatives à l'alimentation et à l'agriculture sont de plus en plus influencées par des institutions très éloignées des réalités de nos agriculteurs, éleveurs et producteurs alimentaires. Ce rapport révèle le rôle croissant des institutions financières de développement (IFD) – des banques financées par des fonds publics – dans l'orientation de l'agriculture africaine grâce à des investissements de plusieurs milliards de dollars.

Créées à l'origine pour soutenir le développement dans des contextes à haut risque, les IFD financent et promeuvent aujourd'hui un modèle agricole basé sur les intrants industriels, les cultures d'exportation, l'expansion des supermarchés et l'agro-industrie financée par des fonds privés. Ces investissements sont justifiés au nom du développement et de la productivité, mais la réalité sur le terrain est tout autre.

Le rapport montre que le financement des IFD renforce les systèmes qui concentrent le pouvoir et marginalisent les personnes que ces fonds sont censés soutenir. Les petits exploitants agricoles, les commerçants informels et les communautés autochtones sont laissés pour compte, tandis que les fonds publics sont utilisés pour étendre la portée de l'agro-industrie mondiale, des industries alimentaires transformées et des chaînes de distribution formelles. Même le financement climatique est de plus en plus canalisé vers des projets industriels dits « intelligents sur le plan climatique », qui n'offrent que peu de garanties en matière de résilience ou de durabilité réelles.

L'AFSA estime que cette tendance doit être remise en question. L'agroécologie offre une voie qui est non seulement écologiquement viable et socialement juste, mais aussi ancrée dans les systèmes de connaissances africains et le leadership communautaire. Pourtant, elle reste sous-financée et marginalisée.

Ce rapport est opportun et nécessaire. Il met en lumière des flux financiers souvent cachés, techniques et non comptabilisés. Il soulève des questions sur qui en bénéficie, qui décide et qui en supporte le coût. Et il offre un point de départ pour l'action – de la part de la société civile, des chercheurs, des décideurs politiques et des bailleurs de fonds – afin de réorienter les capitaux publics vers des systèmes alimentaires qui fonctionnent pour l'Afrique, et pas seulement pour les marchés.

L'avenir alimentaire de l'Afrique doit être déterminé par les Africains. Nous avons besoin de systèmes financiers qui répondent à nos réalités et soutiennent la transformation que nous souhaitons. Ce rapport contribue à cet effort, et j'encourage tous ceux qui se soucient de la justice et de la souveraineté alimentaires à le lire attentivement.

Dr Million Belay

Coordinateur général, Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA)

REMERCIEMENTS

L'AFSA tient à remercier Alex Park, dont les recherches et les analyses ont servi de base à ce rapport. Son travail a contribué à clarifier le rôle complexe des institutions financières de développement dans l'élaboration des systèmes alimentaires africains. Nous remercions également The 11th Hour Project et Friends of the Earth U.S. pour leur soutien financier, qui a permis la réalisation de cette publication.

Enfin, nous saluons le travail continu des membres et des alliés de l'AFSA à travers le continent, qui continuent de remettre en question les modèles de développement néfastes et de défendre l'agroécologie et la souveraineté alimentaire. Ce rapport s'appuie sur leurs efforts et vise à renforcer le mouvement plus large en faveur de systèmes alimentaires justes et durables en Afrique.

Le lien agro-capital : comprendre le rôle des institutions financières de développement dans la révolution verte africaine.

Publié par l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA), juillet 2025

E-mail : afsa@afsafrica.org

Site web : www.afsafrica.org

L'AFSA encourage l'utilisation et la reproduction de ce rapport à des fins non commerciales, à condition que la source soit mentionnée de manière appropriée.

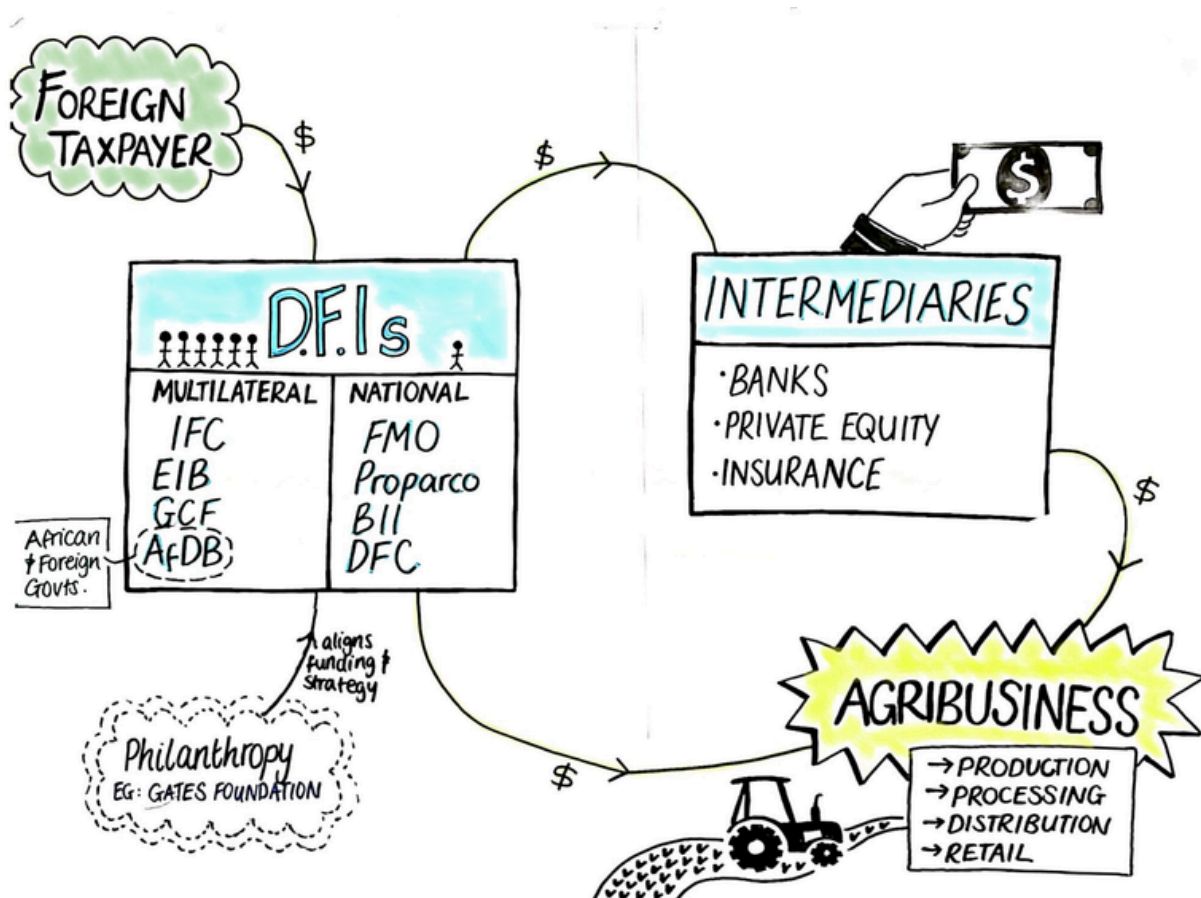
ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

A&A	Alimentation et agriculture
AfDB	Banque africaine de développement
AGRA	Alliance pour une révolution verte en Afrique
BEI	Banque européenne d'investissement
BII	British Investment International
DFC	Société américaine de financement du développement
DFI	Institution financière de développement
ETC	Société d'exportation et de commerce
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMO	Société néerlandaise de financement du développement
FVC	Fonds vert pour le climat
GP	Associé commandité
LP	Commanditaire
ODD	Objectif de développement durable
P2DNZ	Parcours vers la neutralité carbone dans le secteur laitier
PME	Petite et moyenne entreprise
RDC	République démocratique du Congo
SFI	Société financière internationale
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Table des MATIÈRES

	Acronymes	4
	Résumé exécutif	6
	Introduction	8
01	L'importance des institutions de financement du développement dans la révolution verte africaine	9
02	Les IFD	12
03	Le financement direct	17
04	Les intermédiaires financiers I : Les banques	31
05	Intermédiaires financiers II : capital- investissement et « fonds à impact social »	45
06	La Fondation Gates, partenaire des IFD	59
07	L'avenir du capital des IFD	61
08	Recommandations et recherches complémentaires	65

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



Partout en Afrique, les systèmes alimentaires connaissent des changements rapides et profonds. Les supermarchés s'étendent dans les centres urbains, les aliments transformés sont de plus en plus disponibles et les entreprises agroalimentaires augmentent leur production pour l'exportation et les marchés officiels. Derrière cette transformation se cache une force puissante mais souvent invisible : les institutions financières de développement (IFD).

Ce rapport examine comment les IFD, banques publiques soutenues par des gouvernements et des institutions multilatérales, contribuent à financer et à façonner la révolution verte africaine. Il montre que les IFD ne sont pas de simples bailleurs de fonds, mais des acteurs actifs qui favorisent un modèle de développement agricole fondé sur les intrants industriels, la production à grande échelle, le capital-investissement et les chaînes de valeur mondiales.

Depuis 2019, six IFD de premier plan, dont la SFI, la BAD, la DFC, Proparco, la BII et la FMO, ont investi plus de 3 milliards de dollars directement dans des entreprises agroalimentaires et alimentaires à travers le continent. Ces investissements soutiennent des entreprises actives dans la fourniture de produits agrochimiques, la logistique, la transformation alimentaire et, surtout, la distribution formelle.

L'une des tendances les plus évidentes révélées dans ce rapport est la « supermarchéisation » des systèmes alimentaires africains. Les IFD financent des chaînes du froid, des infrastructures de transport et des plateformes de vente au détail qui élargissent la portée des supermarchés tout en marginalisant les marchés informels. Ces investissements remodelent la manière dont les denrées alimentaires sont distribuées et consommées, transférant le pouvoir des petits producteurs et des vendeurs de rue vers les grands fournisseurs et les détaillants industriels.

Une autre part importante des capitaux des IFD est acheminée par des intermédiaires financiers (fonds de capital-investissement et banques commerciales), ce qui rend plus difficile le suivi de la destination des fonds publics et la responsabilisation des investisseurs en cas de préjudice.

Le rapport explore également le rôle d'acteurs philanthropiques tels que la Fondation Gates, qui s'alignent étroitement sur les stratégies des IFD et cofinancent des programmes qui favorisent une agriculture à forte intensité d'intrants et axée sur la technologie. Même le financement climatique, via le Fonds vert pour le climat, est de plus en plus utilisé pour légitimer l'agriculture industrielle sous le couvert de solutions « intelligentes pour le climat ».

En bref, les IFD contribuent à construire un système alimentaire qui privilégie la croissance, l'efficacité et l'expansion du marché, mais trop souvent au détriment de l'équité, de la durabilité et de la souveraineté alimentaire.

Ce rapport appelle à une plus grande transparence et à un contrôle public accru des investissements des IFD, à une responsabilisation accrue envers les communautés touchées et à une réorientation des fonds publics vers l'agroécologie et les systèmes alimentaires contrôlés localement. L'avenir agricole de l'Afrique doit être façonné par les personnes qui en dépendent, et non par des financiers et des technocrates du développement éloignés.

INTRODUCTION

Les institutions financières de développement (IFD) sont des banques contrôlées par les gouvernements dans le but de fournir des capitaux aux pays en développement. Ces dernières années, le rôle central des capitaux des IFD dans la révolution verte africaine est devenu plus évident. Les IFD ne se contentent pas de soutenir l'essor et l'expansion de l'agro-industrie et des entreprises de transformation alimentaire dans toute l'Afrique subsaharienne. Elles fournissent à ces entreprises des conseils techniques et les mettent en relation avec d'autres investisseurs du secteur privé.

Au fur et à mesure que leur rôle s'est approfondi, les IFD sont devenues plus sophistiquées, ne se contentant plus de financer directement leurs clients, mais travaillant avec des « intermédiaires financiers » tels que les banques et les fonds de capital-investissement, et collaborant avec des organisations philanthropiques, comme la Fondation Gates, pour parrainer des projets.

La nature complexe du financement des IFD aujourd'hui peut rendre difficile la traçabilité des flux de capitaux et l'attribution des responsabilités. Néanmoins, il est essentiel de cartographier ces flux, la logique qui les sous-tend et les diverses entités intermédiaires qui les gèrent pour connaître l'état actuel et l'avenir de la révolution verte africaine. Le présent rapport tente de faire le point sur la situation actuelle.

1. L'IMPORTANCE DES INSTITUTIONS DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DANS LA RÉVOLUTION VERTE AFRICAINE

Qu'est-ce qu'une institution financière de développement (IFD) ?

Les institutions financières de développement (IFD) sont des banques contrôlées et gérées par un ou plusieurs gouvernements et financées par ces derniers dans le but d'investir des capitaux dans des projets de développement.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) sont les deux IFD les plus anciennes et les plus connues, mais il en existe beaucoup d'autres. Alors que beaucoup d'entre elles (comme la Banque mondiale et le FMI) prêtent de l'argent exclusivement aux gouvernements, ce rapport se concentre sur les IFD qui fournissent des capitaux aux entreprises privées, en mettant l'accent sur celles qui étaient les plus pertinentes dans le rapport de 2018, « Cartographie des flux financiers dans l'agriculture africaine ».

Comme elles ont été créées pour développer les pays, les IFD donnent la priorité aux investissements dans les entreprises qui, selon elles, contribueront à renforcer les économies locales, par exemple en introduisant de nouvelles technologies dans le pays. C'est pourquoi les IFD investissent généralement dans des domaines que les banques commerciales américaines et européennes considèrent comme plus « risqués » et accordent ces capitaux à des taux d'intérêt plus bas. Outre des capitaux, les IFD fournissent également des conseils techniques aux entreprises dans lesquelles elles investissent, leur indiquant comment gérer leurs activités de manière plus conforme aux pratiques des entreprises du Nord.

Lorsqu'une entreprise a été évaluée par une IFD et a reçu des capitaux de sa part, les autres investisseurs peuvent également avoir davantage confiance en ses perspectives d'avenir et être plus disposés à y investir leurs propres capitaux. Pour toutes ces raisons, les entreprises basées en Afrique ou qui s'étendent en Afrique sollicitent l'aide des IFD.

Bien que les IFD puissent sembler lointaines et insignifiantes par rapport à la réalité quotidienne et aux difficultés des agriculteurs africains, il est important de reconnaître qu'elles ont été créées et continuent d'être financées pour façonner la nature des industries les plus fondamentales du continent, notamment l'agriculture. Grâce à leurs capitaux considérables, elles ont joué un rôle essentiel dans bon nombre des changements que nous observons actuellement sur le continent.

La nécessité de se concentrer sur les IFD

Aux yeux des économistes qui orientent généralement les politiques des IFD, le « développement » est un processus de transition d'une société agraire vers une société industrielle. Selon cette logique, le développement d'un pays passe nécessairement par la « modernisation » de l'agriculture, c'est-à-dire l'introduction de processus permettant de produire plus d'aliments avec moins de main-d'œuvre. Les IFD ont joué un rôle déterminant dans la première révolution verte en Inde et en Amérique latine, et lorsque la « révolution verte africaine » a débuté vers 2010, elles ont contribué à financer la transformation agricole à travers le continent, et elles ont conservé cette position depuis lors.

Les SFI fournissent des capitaux non seulement aux entreprises agroalimentaires africaines, mais aussi aux banques, qui financent à leur tour des projets agricoles et connexes, ainsi qu'aux fonds de capital-investissement qui investissent également dans l'alimentation et l'agriculture. Il est essentiel de comprendre ces flux de capitaux pour appréhender la forme actuelle et les orientations futures de la révolution verte africaine.

La position unique des IFD

À l'instar des grandes banques commerciales, les IFD sont des institutions bien capitalisées. Mais en tant qu'entités gouvernementales, elles n'ont pas la même motivation financière pour exploiter les opportunités commerciales. L'absence d'urgence leur permet de réaliser des investissements à la fois plus risqués et à plus long terme.

Dans le même temps, l'agenda « social » nominal du développement d'un pays signifie qu'elles combinent généralement leurs injections de capitaux avec des conseils susceptibles d'aider leurs clients à « développer » leur secteur particulier (et, par conséquent, le pays et la région) et à réduire le risque d'exploitation des personnes vulnérables dans le cadre d'un projet donné.

Les programmes de culture associée, par exemple, sont un type de projet qui a été souvent reproduit avec l'essor des « chaînes de valeur » conçues pour concentrer des milliers de petits exploitants agricoles à la fois dans un seul processus agro-industriel. Comme l'a reconnu un document publié en 2013 par l'économiste en chef de la Banque africaine de développement (BAD), le déséquilibre des pouvoirs inhérent à ces projets rend le risque d'exploitation élevé. Mais en jouant le rôle de « facilitateur » dans un tel programme, une IFD comme la BAD « peut garantir que toutes les parties en tirent profit ».

Cela tient au rôle d'intermédiaire impartial des IFD. Du côté des investisseurs, la crédibilité des IFD est assurée par leurs investissements financiers dans les projets. Du côté des agriculteurs, les IFD ont intérêt à leur bien-être en raison de leur mandat de réduction de la pauvreté, ainsi que de leurs engagements continus avec les pays hôtes, qui vont bien au-delà des résultats des projets individuels.^[1]

Cela semble être exactement ce dont les petits exploitants agricoles africains ont besoin !

Mais, comme toujours avec la révolution verte africaine, il serait erroné de confondre la position d'une IFD au milieu d'un projet avec la volonté d'équilibrer les rapports de force dans un système tel que celui des cultures sous contrat. Même si elles prétendent représenter les besoins des petits agriculteurs, elles représentent avant tout les souhaits et les désirs du capital. Lorsque ces intérêts s'opposent, une institution qui représente le capital n'est pas en mesure d'assurer un quelconque équilibre.

^[1] [Document de travail n° 193 - Investissements agroindustriels à grande échelle et implications en Afrique - Point de vue des institutions financières de développement](#)

Un levier à actionner : le mécanisme de plainte

Pour tous ceux qui s'opposent aux différents projets qui composent la révolution verte en Afrique, il existe une autre raison de s'intéresser aux IFD. Les plus grandes IFD, y compris toutes celles mentionnées dans ce rapport, traitent les plaintes par le biais d'un « mécanisme de plainte », ou d'un organisme indépendant chargé d'entendre les griefs des personnes touchées par les projets financés par l'IFD.

En théorie, les mécanismes de plainte sont accessibles à toute personne affectée par un projet financé par une IFD. Si le mécanisme reconnaît que l'IFD a financé le projet et que celui-ci a causé un préjudice, en violation des propres politiques de l'IFD, celle-ci est passible de diverses sanctions, telles que le versement d'une indemnisation aux personnes affectées pour leurs pertes.

Dans la réalité, cependant, les mécanismes de plainte sont généralement lourds, exigent des plaignants qu'ils fournissent des documents détaillés et complexes en anglais et/ou dans une langue européenne, ils ne reconnaissent souvent pas les plaintes, et même une victoire pour les plaignants peut se traduire par de modestes indemnisations plusieurs années après le préjudice subi.^[2]

Pour s'y retrouver dans ce processus, les personnes touchées par un projet financé par une IFD et leurs alliés devraient contacter une organisation telle que [Accountability Counsel](#), spécialisée dans le dépôt de plaintes auprès des mécanismes de plainte des IFD.

Tableau 1.1 Mécanismes de plainte des IFD (avec URL)

IFD	Pays	Mécanisme de plainte
BAfD	Multilatéral	Mécanisme de recours indépendant
BII	Royaume-Uni	Mécanisme de signalement et de plainte
DFC	États-Unis	Mécanisme indépendant de responsabilisation
BEI	Multilatéral	Mécanisme de plainte
FMO	Pays-Bas	Mécanisme indépendant de traitement des plaintes
FVC	Multilatéral	Mécanisme indépendant de recours
SFI	Multilatéral	Conseiller en conformité/Médiateur
Proparco	France	Mécanisme indépendant de traitement des plaintes

Note that Proparco and FMO (and Germany's KfW) share the same independent complaints mechanism.

^[2] [Opinion : Ce que les institutions financières de développement ne veulent pas que vous sachiez | Devex](#)

2. LES IFD

De quelles IFD s'agit-il ?

Les IFD peuvent être divisées en deux grandes catégories : les IFD nationales et les IFD multilatérales.

Les IFD nationales, ou publiques, investissent la richesse d'un seul pays et sont généralement intégrées dans la politique étrangère de celui-ci. Dans certains pays, comme la France et l'Allemagne, l'IFD est même une sous-agence d'une agence d'aide au développement. Les IFD multilatérales mettent en commun les ressources de plusieurs pays à la fois et les dirigent vers d'autres pays (généralement en développement).

Les particularités de certaines des IFD évoquées dans le présent rapport méritent d'être examinées.

IFD nationales

Development Finance Corporation (DFC) — États-Unis

Créée en 2019 sous l'administration Donald Trump par la fusion de l'Overseas Private Investment Corporation et de la branche d'investissement privé de l'USAID, la DFC américaine est l'un des principaux contributeurs aux fonds de capital-investissement investissant dans l'agriculture africaine. Compte tenu de la rhétorique hostile récente à l'égard de l'aide étrangère aux États-Unis et de la volonté de l'administration Trump d'utiliser des moyens illégaux pour écraser les agences d'aide étrangère, son avenir reste incertain.

British International Investment (BII) — Royaume-Uni

Anciennement connu sous différents noms, tels que CDC Group, Commonwealth Development Corporation et Colonial Development Corporation, le BII reste l'un des principaux bailleurs de fonds des fonds agricoles africains. Il est particulièrement favorable aux fonds de capital-investissement, dont il est question dans la partie 5 du présent rapport. Les données disponibles indiquent que tous les investissements réalisés depuis 2019 dans le secteur agricole l'ont été par l'intermédiaire de fonds de capital-investissement.

Proparco — France

Proparco est la plus grande IFD française. Elle est gérée par l'Agence française de développement (AFD). L'Afrique a toujours été une zone prioritaire pour l'IFD, même si son intérêt pour le continent s'est parfois manifesté plus clairement. En 2019, elle a lancé l'initiative « Choose Africa » afin d'accroître les investissements dans les PME africaines.^[3]

^[3] [Afrique-France : lancement officiel de l'initiative « Choose Africa » à Dakar](#)

La FMO est la plus grande IFD des Pays-Bas. Elle se décrit comme une « banque entrepreneuriale ». Malgré la réduction de certains de ses financements, à l'instar d'autres IFD européennes, elle reste un investisseur majeur en Afrique et dans l'agriculture africaine en particulier, car « l'agroalimentaire, l'alimentation et l'eau » constituent l'un des trois domaines d'intervention prioritaires de l'IFD. Les deux autres sont « les institutions financières » et « l'énergie ».

IFD multilatérales

Les IFD multilatérales sont généralement gérées par un organe de décision composé de représentants des contributeurs de l'IFD, qui définit la politique et choisit les orientations stratégiques de la banque.

Les banques accordent généralement des « parts » aux États-nations (généralement appelés « actionnaires » ou « membres », selon l'IFD) qui correspondent à la taille de l'allocation financière d'un pays. Le pouvoir de vote d'un pays correspond généralement à son allocation de parts.

La Banque africaine de développement (BAD)

Fondée en 1964, la Banque africaine de développement est la seule banque multilatérale de développement qui opère entièrement en Afrique. Elle fournit des capitaux aux gouvernements (ce qu'elle appelle les dépenses « souveraines ») et à des organisations privées, telles que les banques commerciales (« non souveraines »).

La BAD est financée par les gouvernements nationaux africains et non africains. Lorsque les pays s'engagent à verser des fonds à la BAD, ils deviennent actionnaires et obtiennent le droit de nommer une personne (généralement le ministre des finances) au Conseil des gouverneurs de la banque.^[4] Le Conseil des gouverneurs est la plus haute autorité de la Banque. Il a notamment pour mission de choisir un président, d'approuver la stratégie de la Banque et de prendre les décisions politiques importantes.^[5] En 2023, la Banque comptait 81 États membres.^[6]

Bien que chaque pays ne nomme qu'un seul gouverneur, les droits de vote des gouverneurs sont proportionnels à l'engagement de leur pays envers la banque. En 2023 (dernière année pour laquelle la BAD a publié un rapport annuel répertoriant ses membres, leurs participations et leurs droits de vote), la Mauritanie détient 0,06 % des droits de vote de la Banque, tandis que les États-Unis en détiennent 6,5 %.^[7]

^[4] [Liste des gouverneurs et gouverneurs suppléants au 31 mars 2020 - Groupe de la Banque africaine de développement](#)

^[5] [Conseil des gouverneurs | Groupe de la Banque africaine de développement](#)

^[6] <https://www.afdb.org/en/documents/financial-report-2023>

^[7] [Rapport financier 2023 | Groupe de la Banque africaine de développement](#)

Tableau 2.1 Membres, parts et droits de vote de la BAD

Pays	Parts en %	Pourcentage des voix
Niger	8.7	8.7
États-Unis	6.5	6.5
Égypte	6.2	6.2
Japon	5.4	5.5
Algérie	5.0	5.1
Afrique du Sud	5.0	5.0
Maroc	4.7	4.7
Allemagne	4.1	4.1
Tous les autres	54.3	54.2

Source: BAD^[8]

La BAD est un contributeur majeur à divers projets alimentaires et agricoles en Afrique, mais elle est également celle qui communique le moins d'informations et qui fournit les données les moins récentes et les moins facilement accessibles parmi toutes les IDF couvertes dans le présent rapport.

La Société financière internationale (SFI)

Membre du Groupe de la Banque mondiale, la SFI est l'entité spécifiquement chargée d'accorder des prêts et de fournir des conseils techniques aux entités du secteur privé. Elle ne doit pas être confondue avec la Banque mondiale, qui est une entité distincte relevant du Groupe de la Banque mondiale, mais chargée d'accorder des prêts aux gouvernements.

L'SFI est organisée de manière similaire à la BAD, avec des représentants des pays donateurs siégeant au Conseil des gouverneurs. Le pays disposant de la plus grande part des voix est les États-Unis, avec 17,7 % des voix. Le pays africain disposant de la plus grande proportion de voix est le Nigeria, avec 1,13 % de l'ensemble des voix.^[9]

^[8] [Rapport financier 2023 | Groupe de la Banque africaine de développement](#)

^[9] [IFC-Annual-Information-Statement-FY24.pdf](#)

Tableau 2.2 Membres de la SFI, parts et droits de vote

Pays	Parts en %	Pourcentage des voix
États	1.8	1.7
Japon	7.0	7.0
Allemagne	5.4	5.2
France	4.9	4.6
Royaume-Uni	4.9	4.6
Inde	4.1	3.0
Canada	3.4	3.0
Italie	3.3	3.0
Tous les autres	47.6	50.3

Source: SFI^[10]

Banque européenne d'investissement (BEI)

La Banque européenne d'investissement est une agence de l'Union européenne. La Banque centrale européenne et l'Union européenne (représentée par la Commission européenne, l'organe exécutif de l'UE) détiennent la grande majorité de ses actions. Les États membres de l'UE, le Royaume-Uni et la Turquie détiennent les actions restantes, par l'intermédiaire d'institutions financières, dont plusieurs banques contrôlées par les pouvoirs publics.

Tableau 2.3 Parts des membres de la BEI

Institution	Parts en %
Banque centrale européenne	60.0
Commission européenne	30.0
Allemagne	3.2
France	2.3
Espagne	1.2
Italie	1.1
Tous les autres	2.2

Source: BEI^[11]

^[10] [IFC-Annual-Information-Statement-FY24.pdf](#)

^[11] <https://www.eif.org/files/records/register-shareholders.pdf>

Fonds vert pour le climat (FVC)

Il s'agit peut-être de la plus récente institution financière multilatérale à jouer un rôle dans l'agriculture africaine. Le FVC a été créé par le Programme des Nations unies pour le développement et a son siège à Incheon, en Corée du Sud. Il a pour mission de financer l'adaptation au changement climatique des pays en développement, principalement en utilisant les capitaux des pays du Nord.

Promouvoir les aspirations et les souhaits des entreprises au nom de la lutte contre le changement climatique ou de l'adaptation à celui-ci est un élément central de la mission du FVC. Comme il l'indique sur son site web, il utilise une partie de ses fonds pour « aider à mobiliser les flux financiers du secteur privé vers des opportunités d'investissement climato-intelligentes convaincantes et rentables ».^[12]

Bien que le FVC soit un nouveau venu parmi les IFD, il s'est déjà imposé comme un lien entre le capital du Nord et l'Afrique sous prétexte de sauver cette dernière de la crise climatique.

Tableau 2.4 Contributeurs au FVC par engagement

Pays	Engagement en %
États-Unis	21.4
Japon	15.1
Royaume-Uni	13.0
France	11.1
Allemagne	10.7
Suède	6.2
Italie	3.6
Tous les autres	18.9

Source: FVC^[13]

^[12] [À propos du FVC | Fonds vert pour le climat](#)

^[13] [État des engagements et des contributions \(mobilisation initiale des ressources\)](#)

3. FINANCEMENT DIRECT

Qu'est-ce que le « financement direct » ?

Le « financement direct » désigne l'investissement d'une IFD dans une entreprise, où l'argent sera utilisé pour financer les activités propres de cette dernière, par opposition au « financement secondaire », qui désigne l'allocation par une IFD de capitaux à une banque ou à un fonds de capital-investissement dans l'espoir que l'entité bénéficiaire investira cet argent dans une autre entreprise.

Dans le cas de l'alimentation et de l'agriculture, le financement direct peut désigner une IFD telle que la SFI qui prête des capitaux à (par exemple) une entreprise de culture et de transformation de noix, ou à un détaillant alimentaire.

Investissements directs de la SFI dans l'alimentation et l'agriculture

La transformation alimentaire domine les investissements agricoles de la SFI en Afrique. Sur les 54 projets agricoles au total en Afrique subsaharienne divulgués entre 2019 et 2024, 50 étaient liés à l'alimentation.

Toutefois, un examen attentif de ces investissements montre que bon nombre des projets bénéficiaires sont soit orientés vers l'exportation (comme les projets liés au cacao), soit destinés à servir les marchés intérieurs, mais offrent une valeur nutritionnelle limitée (comme les entreprises de boissons gazeuses).

Comme le montre le tableau 3.1, le « café, cacao, thé » et les « boissons gazeuses » étaient deux des trois catégories d'investissements agricoles les plus citées pendant cette période. Sur les 50 investissements liés à l'alimentation, 14 relevaient de l'une de ces deux catégories.

Non seulement la SFI investit plus que les autres IFD, mais elle accorde également des parts plus importantes à ses clients du secteur privé. Dans l'ensemble des sous-secteurs, l'investissement moyen s'élevait à 40 millions de dollars.

Tableau 3.1 Financement direct de l'IFC pour des projets agricoles liés à l'alimentation en Afrique subsaharienne, lancés depuis 2019, par sous-secteur

Sous-secteur	Investissements
Boissons non alcoolisées	7
Fruits et légumes	7
Café, cacao, thé	7
Élevage de volaille	5
Céréales et légumineuses	5
Autre (logistique)	5
Transformation des céréales (mouture, amidon, farine, malt)	4
Production diversifiée de cultures agricoles comestibles	3
Autres cultures oléagineuses (noix de coco, colza, arachide, tournesol, etc.)	3
Autres (produits agrochimiques)	2
Produits laitiers	2
Graisses et huiles végétales	1
Autres aliments	1
Autres produits animaux	1
Total	53

Tableau 3.2 Financement direct de la SFI pour des projets agricoles liés à l'alimentation en Afrique subsaharienne, lancés depuis 2019

Nom de l'entreprise	Pays	Investissement (en millions USD)	Sous-secteur
Afropa Liberia Inc	Centrafrique et Afrique occidentale anglophone	\$10.0	Boissons gazeuses
Accélérant	Région Afrique	\$7.2	Céréales et légumineuses
Agflow Ventures	Éthiopie	\$10.0	Élevage de volaille
Agro Companies International Sa	Région Afrique	\$200.0	Céréales et légumineuses
Biovanilla Sarlu	Madagascar	\$15.0	Production diversifiée de cultures agricoles comestibles
Boxer SA	Afrique du Sud	\$30.0	Autre (vente au détail)
Ecom Agroindustrial Corp. Limited	Région Afrique	\$230.0	Café, cacao, thé
Eni Kenya Bv	Kenya	\$135.0	Autres cultures oléagineuses (noix de coco, colza, arachide, tournesol, etc.)
Société d'embouteillage Coca-Cola Équatorial SL	Région Afrique	\$540.0	Boissons gazeuses
Groupe ETC	Région Afrique	\$30.0	Céréales et légumineuses
Groupe ETC	Région Afrique	\$10.0	Autres (logistique)
Groupe ETC	Région Afrique	\$40.0	Autres (logistique)
Groupe ETC	Région Afrique	\$40.0	Céréales et légumineuses
Groupe ETC	Région Afrique	\$25.0	Autres (logistique)
Groupe ETC	Région Afrique	\$10.0	Autres (logistique)
Ferme Jambo	RDC	\$15.0	Autres (produits agrochimiques)
Première entreprise africaine Sa	Cameroun	\$2.0	Produits laitiers
Grainpulse Limited	Ouganda	\$11.0	Transformation des céréales (mouture, amidon, farine, malt)
Higest Mozambique, Lda	Mozambique	\$4.8	Élevage de volailles
Hmh Rainbow Limited	Ouganda	\$5.0	Élevage de volaille

Nom de l'entreprise	Pays	Investissement (en millions USD)	Sous-secteur
Johnvents Industries Limited	Niger	\$14.8	Café, cacao, thé
Jubaili Holding For Investments Sal	Région Afrique	\$35.0	Autres (produits agrochimiques)
Kcb Bank Kenya Limited	Kenya	\$7.5	Fruits et légumes
Kenya Tea Development Agency Holdings Ltd	Kenya	\$10.0	Café, cacao, thé
Kings Beverages Pvt Limited	Sierra Leone	\$2.5	Boisson gazeuse
Luna Export Slaughterhouse Plc	Éthiopie	\$2.5	Autres productions animales
Industrie des Boissons du Sénégal	Sénégal	\$10.49	Boissons gazeuses
Mali Shi Sa	Mali	\$15.0	Graisses et huiles végétales
Maziwa	Ouganda	\$7.2	Produits laitiers
Nestlé Nespresso Sa	Région Afrique	\$10.0	Café, cacao, thé
Nuvibev Sgps, S.A.	Angola	\$200.0	Boisson gazeuse
Olan Palm	Gabon	\$10.0	Autre (huile de palme)
Pee Cee Holding Limited	Sierra Leone	\$7.2	Fruits et légumes
Ramanandraibe Exportation Sa	Madagascar	\$10.0	Production diversifiée de cultures agricoles comestibles
Robust International Pte. Ltd.	Nigeria	\$200.0	Production diversifiée de cultures agricoles comestibles
Shemu Plc	Éthiopie	\$15.7	Autres cultures oléagineuses (noix de coco, colza, arachide, tournesol, etc.)
Sierra Leone Flour Mill Limited	Sierra Leone	\$30.0	Transformation des céréales (mouture, amidon, farine, malt)

Nom de l'entreprise	Pays	Investissement (en millions USD)	Sous-secteur
Société Africaine d'Ingrédients	Sénégal	\$230.0	Fruits et légumes
Société Industrielle Agro-Alimentaire S.A	Sénégal	\$135.0	Boisson gazeuse
Société Lierkang Diaguissa En Guinée	Guinée	\$54.0	Boisson gazeuse
Somabis Sarl	Mali	\$30.0	Autres aliments
Sonoco Sa	Guinée	\$10.0	Transformation des céréales (mouture, amidon, farine, malt)
Soufflet Malt Éthiopie Sc	Éthiopie	\$40.0	Transformation des céréales (mouture, amidon, farine, malt)
Sucres Et Denrées	Côte d'Ivoire	\$40.0	Café, cacao, thé
Sucres et denrées	Côte d'Ivoire	\$25.0	Café, cacao, thé
Tewfik El Najem Driss Sa	Mauritanie	\$10.0	Élevage de volaille
United Exports Limited	Afrique du Sud	\$15.0	Fruits et légumes
United Exports Limited	Afrique du Sud	\$2.0	Fruits et légumes
Valency International Trading Pte Ltd	Région Afrique	\$11.0	Céréales et légumineuses
Volcafe Ltd	Région Afrique de l'Est	\$4.2	Café, cacao, thé
Westfalia Fruit International Limited	Afrique du Sud	\$5.0	Fruits et légumes
Westfalia Fruto Mozambique Limitada	Mozambique	\$10.49	Fruits et légumes
Zambeef Products Plc	Zambie	\$14.8	Élevage de volaille
TOTAL		\$2 130,3	

Source: SFI

Investissements directs de la DFC

Les investissements de la DFC sont généralement moins importants que ceux de la SFI, avec une moyenne de 8 millions de dollars répartis entre la production agricole et le commerce de détail.

Tableau 3.3 Financement direct de la DFC pour des projets agricoles liés à l'alimentation en Afrique subsaharienne, lancés depuis 2019

Nom du projet	Pays	Engagement (en millions USD)	Secteur NAICS
Cinch Markets Limited	Kenya	\$10,0	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse
Community Markets for Conservation Limited (COMACO)	Zambie	\$4,0	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse
Diaoune Agro Industrie Sarl	Guinée	\$6,0	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse
Eco Farm Mocambique Limitada	Mozambique	\$20,0	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse
Ifria Cold Chain Development Company Sénégal SUARL	Sénégal	\$20,0	Transport et entreposage
Inputi Ltd.	Ouganda	\$5,0	Commerce de gros
Kasha Global	Kenya	\$1,0	Commerce de détail
Mvuvi Holdings	Mozambique	\$5,0	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse
Raino Tech4Impact Limited	Kenya	\$11,0	Transport et entreposage
Robust International Pte. Ltd.	Niger	\$1,0	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse
Sanergy	Kenya	\$1,0	Services administratifs et de soutien, gestion des déchets et services de dépollution
Sommalife Limited	Ghana	\$20,0	Commerce de gros
Sucden Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	\$1,0	Commerce de gros
Twiga Foods Ltd.	Kenya	\$10,0	Transport et entreposage
Victory Farms Limited	Kenya	\$4,0	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse
TOTAL		\$119,0	

Source: DFC

Investissements directs de Proparco

Par rapport à la DFC, Proparco investit des sommes considérablement plus importantes dans des projets liés à l'alimentation et à l'agriculture en Afrique. Avec 23 millions de dollars, son engagement moyen est également supérieur à celui de la DFC. Bien qu'elle répartisse ses investissements sur l'ensemble du continent, elle semble privilégier les pays francophones.

Tableau 3.4 Financements directs de Proparco en faveur de projets agricoles liés à l'alimentation en Afrique subsaharienne, lancés depuis 2019

Bénéficiaire	Pays	Investissement (en millions USD)	Sous-secteur
AGRI DEV (Pays fragiles)	Sénégal	\$0,04	Finances
Biovea Energie	Côte d'Ivoire	\$147,0	Énergie
CADYST Agriculture	Cameroun	\$13,6	Volaille
Complete Farmer	Ghana	\$0,9	Agtech
Ecobank Malawi Trade Finance	Malawi	\$9,7	Finance
ECOM 2	Mondial	\$43,9	Café et thé
ETG Senior Line 2020	Global	\$4,5	Logistique
Export Trading Group (ETG)	Afrique	\$39,0	Logistique
Thé mondial	Kenya	\$10,5	Café et thé
IEFCL 2020	Nigeria	\$8,4	Engrais
IFC Trade Finance	Afrique	\$97,0	Financement
Kenya Nut Company	Kenya	\$16,6	Noix
Kossam (pays fragiles)	Burkina Faso	\$0,03	Produits laitiers
Patisen	Sénégal	\$15,7	Aliments diversifiés
Qualagric AT (pays fragiles)	RDC	\$0,4	Formation
Seedco	Afrique	\$22,2	Semences
SIPH	Côte d'Ivoire	\$21,0	Caoutchouc
Touton RPA	Afrique	\$18,9	Commerce
Turaco	Éthiopie	\$10,5	Biens de consommation diversifiés
TOTAL		\$485,6	

Source: Proparco

Investissements directs de la FMO

Malgré sa taille relativement modeste, la FMO est un acteur majeur de l'agriculture africaine parmi les IFD. Depuis 2012, elle a fait de l'agriculture un domaine prioritaire, avec des investissements dans différents sous-secteurs.^[14]

Tableau 3.5 Financements directs de la FMO en faveur de projets agricoles liés à l'alimentation en Afrique subsaharienne, lancés depuis 2019

Bénéficiaire	Pays	Investissement (en millions USD)	Sous-secteur
Aeorbiotics	Afrique du Sud	\$0,02	Agtech
AgFunder News	Afrique	\$0,04	Actualités
Arasa FZE	Afrique de l'Ouest	\$10,0	Exportation agricole
Bajrang International (FZC)	Afrique	\$15,0	Logistique, matières premières
Entreposage frigorifique commercial	Afrique	\$15,0	Entreposage frigorifique
Groupe ETC	Afrique	\$25,5	Logistique
Farmerline Group	Ghana	\$0,05	Agtech
Habesha Breweries	Éthiopie	\$19,0	Boissons
Produits à base de cacao d'Ivoire	Côte d'Ivoire	\$1,0	Cacao
Confiserie de niche	Ghana	\$8,0	Cacao
Perle Laitière	Ouganda	\$8,7	Produits laitiers
Socapursel	Cameroun	\$10,0	Sel, bétail
Solevo	Afrique	\$30,0	Entrées
Exportations totales	Afrique du Sud	\$10,5	Fruits
Yalelo	Zambie	\$2,5	Aquaculture
TOTAL		\$155,3	

Source: FMO

^[14] [Agribusiness, Food, & Forestry | Key Sectors | Dutch Development Bank - FMO](#)

Investissements directs de la BAD

La plupart des investissements « non souverains » de la BAD dans l'agriculture (c'est-à-dire les investissements qui ne sont pas garantis par un gouvernement) ont tendance à aller soit à des projets sectoriels de grande envergure, soit à des entreprises qui ont une influence considérable sur toute une série de sous-secteurs, comme la société de logistique ETG (voir ci-dessous) ou les entreprises importatrices d'engrais.

Tableau 3.6 Financement direct de la BAD pour des projets agricoles liés à l'alimentation en Afrique subsaharienne, lancés depuis 2019

Projet	Pays	Engagement (en millions USD)	Sous-secteur
Facilité de soutien au financement du commerce avant exportation et de la chaîne de valeur du cacao	Côte d'Ivoire	\$83,0	Cacao
Création de micro, petites et moyennes entreprises durables pour les jeunes grâce à l'agriculture urbaine – Demande d'assistance technique	Multinationale	\$0,7	Agriculture urbaine
DAL Group Co. Limited	Soudan	\$54,0	Fabrication
Dal Group Company Limited (Phase II)	Multinationale	\$123,0	Fabrication
Projet de réduction des risques liés au financement agricole pour les petits exploitants agricoles (DAFS)	Multinationale	\$0,7	
Elnefeidi Group Holding Company Limited	Soudan	\$67,0	Fruits
ETC Group Limited	Multinationale	\$100,0	Logistique
ETC Group Limited, faisant affaire sous le nom d'Export Trading Limited II	Multinationale	\$60,0	Logistique
ETC Group Limited Facilité pour le commerce et le financement agricole	Multinationale	\$79,0	Logistique
ETC Group Limited Facilité de financement du commerce et de l'agriculture	Multinationale	\$60,0	Logistique
Facilité pour le financement agricole en Afrique	Multinationale	\$0,7	Finances

Projet	Pays	Engagement (en millions USD)	Sous-secteur
Ghana Cocoa Board	Ghana	\$0,7	Cacao
Grow Africa Moteur de l'agroalimentaire africain	Multinationale	\$8,0	Renforcement des capacités
Meridian Consolidated Investments Limited	Multinationale	\$0,6	Intrants
Renforcement régional et harmonisation des normes de sécurité alimentaire en Afrique de l'Est	Multinationale	\$0.6	Renforcement des capacités
Projet de plateforme numérique pour les centres de transformation rurale	Kenya	\$65,0	Renforcement des capacités
Souscription à un prêt lié au développement durable auprès d'ETG	Multinationale	\$77,0	Logistique
Sucres et denrées SA (SUCDEN SA)	Multinationale	\$76,0	Exportation agricole
Sucres et denrées SA (SUCDEN SA)	Multinationale	\$0,7	Exportation agricole
Assistance technique aux entreprises du portefeuille liées au Fonds pour la sécurité alimentaire en Afrique	Multinationale	\$0,7	Renforcement des capacités
TOTAL		\$884,0	

Source: BAD

Investissements directs du FVC

Les investissements directs du FVC dans des entités du secteur privé en Afrique sont relativement rares par rapport à ceux d'autres IFD. Comme pour la plupart de ses aides, le FVC a acheminé la majeure partie de ses capitaux par l'intermédiaire d'un réseau d'organisations partenaires, telles que la BAD.

Tableau 3.7 Financement direct du FVC pour des projets agricoles liés à l'alimentation en Afrique subsaharienne, lancés depuis 2019

Entité bénéficiaire	Pays	Montant du FVC	Objectif
Conservation International	Madagascar	\$18,5	Petits exploitants
FIDA	Kenya+3	\$55,0	PME/petits exploitants
BAfD	Rwanda	\$43,0	Projets divers
Total		\$116,5	

Source: FVC

Étude de cas : FVC et AGRA

En 2023, le FVC a lancé une nouvelle collaboration avec l'AGRA, axée sur la réduction des pertes alimentaires au niveau des exploitations agricoles au Burkina Faso, au Malawi, en Éthiopie, au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie.

La proposition de projet ressemble à plusieurs projets de révolution verte africaine entrepris par l'USAID et d'autres agences de développement américaines et étrangères : l'AGRA a déclaré qu'elle avait l'intention d'engager un consultant pour discuter avec les parties prenantes, organiser des réunions et formuler des recommandations politiques à l'intention des gouvernements concernés.

Ce qui rend ce projet remarquable, c'est qu'il montre comment la crise climatique a été utilisée pour susciter un soutien en faveur du même programme de révolution verte africaine que nous avons connu dans le passé et qui sera probablement utilisé à l'avenir. Combinées à la « faible productivité par unité de terre » (un argument éculé parmi les partisans de la révolution verte africaine), les pertes alimentaires au niveau des exploitations agricoles menacent également, selon le FVC, de compromettre « la capacité de résilience des populations face aux chocs liés au changement climatique ».^[15]

Alors que l'USAID s'effondre en temps réel sous le régime Trump, nous pourrions voir le FVC se lancer dans des projets similaires à l'avenir, faisant avancer un vieux programme de révolution verte africaine visant à augmenter la production et les flux commerciaux de cultures de base prioritaires de longue date, sous le prétexte de lutter contre le changement climatique ou de s'y adapter, peut-être en combinant cela avec des discours sur la prévention d'autres crises, telles que la malnutrition et les pertes alimentaires. (Voir la section 7 pour plus d'informations sur l'avenir des capitaux des IFD.)

^[15] <https://www.greenclimate.fund/sites/default/files/document/ppf076-agra-multi-country-re-gain-scaling-solutions-food-loss-africa.pdf>

Investissements dans les infrastructures

Les infrastructures sont l'un des secteurs les plus essentiels au maintien de la révolution verte africaine, mais elles sont également l'un des plus difficiles à financer. De par leur nature, les infrastructures nécessitent des investissements durables et un entretien continu.

Une grande partie de ces infrastructures sont privées et existent dans le cadre d'une entreprise particulière. En 2020, par exemple, la SFI a annoncé un investissement de 25 millions de dollars dans le groupe SONOCO, une entreprise alimentaire très diversifiée en Guinée. SONOCO a été fondée en 2004 en tant que fournisseur et transformateur de denrées alimentaires de base, telles que les céréales.^[16] En 2015, elle s'est diversifiée dans la construction de matériaux de construction, l'immobilier et les transports. Le prêt de la SFI soutient notamment la construction d'une installation de stockage de blé près du port de Conakry.^[17]

Les infrastructures de transport sont un autre domaine qui a nécessité des investissements considérables. La nature multinationale et high-tech des systèmes permettant d'acheminer les produits agricoles d'un pays enclavé comme la Zambie ou le Rwanda vers un port situé sur un autre continent rend également cette entreprise difficile.

À cet égard, une entreprise se distingue particulièrement. Export Trading Group, ETG ou ETC Group est une société de logistique basée à Maurice qui opère en Afrique, en Inde et en Asie du Sud-Est. ETG est le plus grand négociant mondial de légumineuses et de noix de cajou brutes et, en Afrique, un important négociant de soja et de maïs, deux cultures largement cultivées en Afrique et essentielles à la production d'aliments transformés/emballés et de viande. ETG est également l'un des plus grands importateurs d'engrais et d'autres intrants agricoles en Afrique.^[18] Son envergure gigantesque en fait le seul négociant africain de matières premières capable de rivaliser avec des géants mondiaux tels que Bunge, Cargill et Louis Dreyfus.^[19]

ETG entretient des relations avec la SFI depuis 2009, alors qu'elle ne comptait qu'environ 3 000 employés permanents.^[20] Aujourd'hui, elle emploie plus de 35 000 personnes et sous-traitants, une expansion massive qui doit en grande partie à un milliard de dollars américains d'aide des IFD depuis 2018 (voir tableau 3.8).^[21]

^[16] [À propos de nous - SONOCO](#)

^[17] [Sonoco](#)

^[18] [Export Trading Group \(ETG\) | Devex](#)

^[91] [ETG Senior Line 2020 | Proparco - Groupe Agence Française de Développement](#)

^[20] [Garantie Export Trading Group](#)

^[21] [À propos](#)

Tableau 3.8 Soutien des IFD à l'ETG depuis 2018 (en millions de dollars américains)

IFD	Région	Objectif	Engagement	Année
BAfD	Afrique	Fonds de roulement	\$100,0	2018
AfDB	Afrique	Fonds de roulement	\$100,0	2018
FMO	Afrique	Infrastructure logistique et capacité de traitement	\$22,5	2019
Proparco	Afrique	Renforcement de l'intégration avec l'économie des petits exploitants, augmentation de la capacité de transformation	\$41,3	2019
SFI	Afrique	Importation d'engrais et exportation de matières premières	\$10,0	2019
SFI	Afrique	Achat de matières premières et d'engrais en Afrique	\$40,0	2019
SFI	Afrique	Soutien à l'achat de matières premières et d'engrais en Afrique subsaharienne	\$40,0	2019
SFI	Afrique	Importation et distribution d'engrais	\$25,0	2019
FMO	Mondial	Fonds de roulement	\$70,0	2020
Proparco	Afrique	Fonds de roulement	\$4,52	2020
SFI	Afrique	Fonds de roulement	\$10,0	2020
SFI	Inde	Augmenter les rendements dans la base d'approvisionnement en Inde	\$22,5	2020
Banque africaine de développement	Afrique	Fourniture d'intrants et de services consultatifs aux petits exploitants agricoles afin de stimuler les produits destinés à l'exportation	\$60,0	2021
SFI	Afrique	Liquidités pour atténuer les effets de la Covid	\$30,0	2021
Banque africaine de développement	Afrique	Fourniture d'intrants et de services consultatifs aux petits agriculteurs afin de stimuler les produits d'exportation	\$60,0	2023

IFD	Région	Objectif	Engagement	Année
AfDB	Afrique	Soutien à l'intégration des petits exploitants agricoles	\$65,0	2024
FMO, DEG, FinDev Canada, Fonds de l'OPEP pour le développement international, Proparco	Afrique	Fonds de roulement et soutien au développement agricole en Afrique [22]	\$394,0	2024
Total			1 094,82	

Source: BAD, Proparco, SFI, FMO

^[22] [La FMO et la TDB accordent un prêt de 394 millions de dollars américains à ETG pour l'agriculture africaine | Global Trade Review \(GTR\)](#)

4. INTERMÉDIAIRES FINANCIERS I : BANQUES

Intermédiaires financiers

Les IFD peuvent également aider les entités du secteur privé, en particulier les « petites et moyennes entreprises » (PME), en accordant des capitaux à des institutions financières indépendantes qui les redistribuent ensuite à leurs clients. Ces institutions sont appelées « intermédiaires financiers ».

Le terme « intermédiaires financiers » peut désigner toute institution intermédiaire entre l'IFD et l'entité qui bénéficie en fin de compte de son capital. Les IFD ont tendance à consacrer la majeure partie de leurs financements intermédiaires aux banques et aux fonds de capital-investissement, mais elles soutiennent également les institutions de microfinance et les assureurs.

L'essor des intermédiaires financiers dans le portefeuille des IFD témoigne d'un changement stratégique de la part de ces dernières. Il y a quelques décennies, la quasi-totalité du portefeuille d'une IFD était constituée de prêts destinés à des projets spécifiques.^[23] Mais selon une étude réalisée en 2018 par Oxfam, les intermédiaires financiers représentaient 30 % du portefeuille de la FMO, 45 % de celui de la BEI et pas moins de 55 % du portefeuille total de la SFI.^[24]

Lorsqu'une IFD finance un projet par l'intermédiaire d'un intermédiaire financier, cette pratique est appelée « prêt relais ». Le terme utilisé pour désigner ce type de soutien est « financement secondaire », et il est pertinent pour l'agriculture africaine, car les IFD fournissent des capitaux aux banques et autres institutions financières qui prêtent à des projets et programmes agricoles.

Outre les prêts, les IFD utilisent également divers instruments plus complexes pour tirer parti des intermédiaires financiers, tels que les garanties et les accords de partage des risques, en particulier lorsqu'elles traitent avec des banques, comme expliqué ci-dessous.

Lignes de responsabilité

Les banques et autres entités financières qui acceptent des capitaux des IFD restent soumises aux règles des IFD en matière de travail, de communautés locales et d'environnement. Si une partie peut démontrer qu'elle a subi un préjudice du fait d'un projet financé par une IFD, celle-ci est responsable, qu'elle ait financé le projet directement ou qu'elle ait donné l'argent à une banque commerciale ou à un fonds de capital-investissement qui l'a ensuite utilisé pour financer le projet lui-même.

^[23] [Pourquoi les IFD investissent-elles dans les intermédiaires financiers et pourquoi devons-nous en savoir plus ?](#)

^[24] [Open Books : Comment les institutions financières de développement peuvent-elles être transparentes dans leurs prêts aux intermédiaires financiers, et pourquoi devraient-elles l'être ?](#)

Dans ce dernier cas, l'IFD serait responsable, qu'elle ait ou non eu connaissance de la manière dont la banque a engagé les fonds. Aux fins de l'attribution de la responsabilité, le montant des capitaux investis par l'IFD dans le projet n'a pas non plus d'importance.

Les différentes IFD ont tendance à investir dans différentes banques, sans chevauchement substantiel entre elles. C'est pourquoi on a répertorié séparément les investissements bancaires de chaque IFD.

Prêts et garanties : les différentes formes de soutien des IFD

Les IFD disposent de divers moyens pour soutenir les intermédiaires financiers, dont certains n'impliquent pas l'apport direct de capitaux. Proparco, DFC et BII, par exemple, ont principalement recours à des « garanties » lorsqu'ils traitent avec des intermédiaires (du moins en Afrique). Une garantie est un accord par lequel l'IFD s'engage à prendre en charge les charges liées à un défaut de paiement, au cas où l'une des entreprises dans lesquelles une banque investit ne rembourserait pas son prêt. Les garanties permettent à une banque d'accepter des clients plus risqués qu'elle ne le ferait autrement, mais n'impliquent pas de transfert d'argent au moment où l'IFD et la banque signent un accord.

De même, une « ligne de crédit », l'instrument privilégié de la BEI, signifie qu'une banque peut emprunter l'argent d'une IFD, mais pas nécessairement qu'elle l'a emprunté. Il s'agit d'un arrangement similaire à l'ouverture d'une carte de crédit.

La BAD utilise un éventail plus large de formes de soutien, telles que des garanties et des « accords de participation aux risques » qui n'impliquent pas nécessairement un transfert de capitaux, mais dont certains le font.

Le fait qu'une IFD fournisse ou non des capitaux est une distinction essentielle si un groupe affecté souhaite déposer une plainte par le biais du mécanisme de règlement des griefs d'une IFD (comme expliqué ci-dessous).

Soutien de la SFI aux intermédiaires financiers

La SFI est particulièrement impliquée dans le financement secondaire des institutions africaines. Vous trouverez ci-dessous une liste des institutions financières auxquelles la SFI a accordé des capitaux depuis 2019 dans le but explicite de soutenir les industries agricoles locales.

Tableau 4.1 : Investissements de la SFI dans les banques africaines et autres institutions financières susceptibles d'être utilisés pour soutenir l'agriculture, 2019-2024

Nom	Pays/région	Type d'institution	Type d'investissement
Access Bank Ghana Plc	Ghana	Banque	Prêt
Access Bank Ghana Rsf	Ghana	Banque	Mécanisme de partage des risques
Acep Madagascar S.A	Madagascar	Prêteur microfinancier	Prêt
Actb Savings And Loans Limited	Sierra Leone	Banque	Prêt
Addax Energy Sa	Afrique	Compagnie d' s d'assurance	Prêt
African Local Currency Bond Fund Limited	Afrique	Fonds obligataire	Prêt
Afriland First Bank	Cameroun	Banque	Prêt
Awash International Bank S.C.	Éthiopie	Banque	<i>Non cotée</i>
Groupe Banque de l'Afrique S.A.	Afrique	Banque	Prêt/garantie
Banque de Crédit de Bujumbura	Burundi	Banque	Prêt
Banque Mauritanienne de l'Investissement	Mauritanie	Banque	Prêt
BNI Madagascar S.A.	Madagascar	Banque	Prêt
BPR Bank Rwanda Plc	Rwanda	Banque	Prêt
Coris Bank International Bénin	Bénin	Banque	<i>Non répertorié</i>
Coris Bank International Côte	Côte d'Ivoire	Banque	Garantie
Coris Bank International Guinée	Guinée	Banque	Garantie
Coris Holding Sa	Afrique	Banque	Prêt
CRDB Bank Plc	Tanzanie	Banque	Prêt

Nom	Pays/région	Type d'institution	Type d'investissement
Darp SA AGIF II	Afrique	Gestionnaire d'actifs	Capitaux propres
Deutsche Bank Ag	Afrique	Banque	Garantie
Ecobank Transnational	Afrique	Banque	Garantie
Famoco Sas	Afrique	Fintech/prêteur	<i>Non coté</i>
First Capital Bank Mozambique	Mozambique	Banque	Garantie
First Housing Finance (Tanzanie)	Tanzanie	Banque	Gestion des risques
Firststrand Bank Ltd	Afrique du Sud	Banque	Prêt
Greenlight Planet Inc (SunKing)	Afrique	Financement dans le domaine de l'énergie	Autre
KCB Bank Kenya Limited	Kenya	Banque	Prêt
La Regionale SA	Cameroun	Banque	Prêt
Lula Lend (Pty) Ltd	Afrique du Sud	Prêteur de microfinance	Capitaux propres
M-Kopa Holdings Limited	Afrique	Fintech/prêteur	Autre
NMB Bank Plc	Tanzanie	Banque	Prêt
Nsia Banque Côte d'Ivoire, S.A.	Côte d'Ivoire	Banque	<i>Non cotée</i>
Peo Finance Proprietary Limited	Botswana	Prêteur microfinancier	Prêt
Pula Advisors Gmbh	Afrique	Compagnie d'assurance	Capitaux propres
Rawbank RDC RSF	République démocratique du Congo	Banque	Garantie
Rawbank Sa	République démocratique du	Banque	Prêt
Rsf Orange Bank Africa Ci	Côte d'Ivoire	Banque	<i>Non répertorié</i>

Nom	Pays/région	Type d'institution	Type d'investissement
Rsf SLGP Nsia Ci	Côte d'Ivoire	Banque	Garantie
Rsf Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Banque	Garantie
Sib Sme Rsf li	Côte d'Ivoire	Banque	Garantie
Facilité pour la résilience et la reprise des PME	Afrique de l'Ouest	Facilité de prêt	Prêt
Société Camerounaise D'équipement SA	Cameroun	Banque	Prêt
Société Générale Ghana Ltd	Ghana	Banque	Prêt
Société Générale Madagasikara	Madagascar	Banque	Prêt
Standard Bank Group Ltd	Afrique du Sud	Banque	Prêt
Sterling Bank Plc	Nigeria	Banque	Garantie
Supersonicz Financial Limited	Gambie	Prêteur de microfinance	<i>Non coté</i>
The Co-Operative Bank Of Kenya Limited	Kenya	Banque	Prêt
Trust For Urban Housing Finance	Afrique du Sud	Financier immobilier	Prêt
Union Bank Of Nigeria Plc	Niger	Banque	Garantie
Vista Bank Burkina Faso	Burkina Faso	Banque	Garantie
WorldRemit Group Limited	Afrique	Service de transfert d'argent	Autre
Zemen Bank	Éthiopie	Banque	Garantie

Source: SFI

Soutien de la DFC aux intermédiaires financiers

Les intermédiaires financiers représentent une part importante du portefeuille global de la DFC, même si celle-ci compte moins d'investissements de ce type dans ses livres que certaines de ses homologues. La quasi-totalité de son soutien aux intermédiaires financiers qui investissent dans l'agriculture africaine prend la forme de garanties.

Tableau 4.2 : Investissements de la DFC dans des banques africaines susceptibles d'être utilisés pour soutenir l'agriculture, 2019-2024

Nom	Pays/région	Type d'institution	Type d'investissement
Absa Bank Mozambique, SA	Mozambique	Banque	Garantie
Advans Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Prêteur de microfinance	Garantie
Amana Bank Limited	Tanzanie	Banque	Garantie
Awash International Bank	Éthiopie	Banque	Garantie
Banque de Kigali Plc	Rwanda	Banque	Garantie
Banque coopérative du Kenya Limited	Kenya	Banque	Garantie
Compagnie Générale de Banque (Cogebanque)	Rwanda	Banque	Garantie
LAPO Microfinance Bank Limited	Niger	Prêteur de microfinance	Garantie
NBS Bank	Malawi	Banque	Rétrocession
Garantie du portefeuille de prêts d'Orabank Niger	Niger	Banque	Garantie

Source: DFC

Soutien de la BII aux intermédiaires financiers

Par rapport à la SFI, la BII est un investisseur mineur dans les banques africaines. Bien que ses informations publiques n'indiquent pas toujours si ses investissements dans une banque particulière sont destinés à servir les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, la BII mentionne un objectif de développement durable (ODD) applicable à chacun de ses investissements. Vous trouverez ci-dessous une liste des investissements réalisés par la BII dans des banques africaines depuis 2019 qu'elle considère comme alignés sur l'ODD 2 : Faim « zéro », ou qu'elle a autrement indiqué comme destinés à servir l'alimentation et/ou l'agriculture.

Tableau 4.3 : Investissements de la BII dans des banques africaines susceptibles d'être utilisés pour soutenir l'agriculture, 2019-2024

Nom	Pays/région	Type d'institution	Type d'investissement
Ecobank MRPA	Afrique	Banque	Garantie
FirstRand Limited MRPA	Afrique	Banque	Garantie
HBL UK	Afrique	Banque	Garantie
Pula Advisors	Afrique	Compagnie d'assurance	Prêt

Source: BII

Soutien de Proparco aux intermédiaires financiers

Proparco investit largement dans les banques africaines, dont beaucoup incluent des investissements agricoles dans leur portefeuille. La plupart de ses transactions avec les banques prennent la forme de garanties. Cependant, dans quelques cas, comme celui de FirstRand en Afrique du Sud et d'Equity Bank Kenya, l'IFD a adapté son aide pour promouvoir spécifiquement les investissements agricoles. Dans ces cas, l'IFD a tendance à utiliser des outils financiers plus directs sous forme de prêts.

Les investissements de Proparco sont principalement destinés aux banques des pays francophones et aux opérations régionales de quelques banques avec lesquelles elle entretient des relations de longue date, telles que l'Ecobank togolaise et la Société Générale française.

Tableau 4.4 : Investissements de Proparco dans des banques africaines susceptibles d'être utilisés pour soutenir l'agriculture, 2019-2024

Nom	Pays/Région	Type d'institution	Type d'investissement
Advans Cameroun	Cameroun	Prêteur microfinancier	Garantie
Afriland First Bank	Cameroun	Banque	Garantie
Baobab Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Banque	Garantie
BICIS Sénégal	Sénégal	Banque	Garantie
Centenary Bank	Ouganda	Banque	Garantie
CRDB	Tanzanie, Burundi	Banque	Prêt
Ecobank Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Banque	Garantie
Ecobank Ghana	Ghana	Banque	Garantie
Ecobank Malawi	Malawi	Banque	Garantie
Ecobank Sénégal	Sénégal	Banque	Garantie
Ecobank Togo	Togo	Banque	Garantie
Equity Bank Kenya	Kenya	Banque	Garantie
Equity Bank Kenya	Kenya	Banque	Prêt
Equity BCDC	RDC	Banque	Garantie
First City Monument Bank	Nigeria	Banque	Prêt, garantie
FirstRand	Afrique du Sud	Banque	Prêt
NSIA Banque Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Banque	Garantie
Société Générale Cameroun	Cameroun	Banque	Garantie
Société Générale Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Banque	Garantie
Société Générale Guinée	Guinée	Banque	Garantie
Société Générale Mozambique	Mozambique	Banque	Garantie
Société Générale Sénégal	Sénégal	Banque	Garantie
Standard Bank	Afrique du Sud	Banque	Garantie
Vista Gui	Guinée	Banque	Prêt

Source: Proparco

Étude de cas : CRDB Bank, Tanzanie

La CRDB est l'une des plus grandes banques non seulement de Tanzanie, mais aussi de toute l'Afrique de l'Est. En 2023, elle affirmait gérer 40 % du financement agricole en Tanzanie.^[25] En 2015, la banque a reçu un investissement en capital de la SFI,^[26] et en 2023, son principal actionnaire était l'IFD danoise, DANIDA.^[27] En 2019, le CCF a accrédité la banque, lui permettant de proposer de nouveaux projets de financement au FVC et de recevoir des fonds du FVC à distribuer à ses clients.^[28]

En 2023, alors que la banque prévoyait une expansion régionale en Ouganda, au Burundi, au Malawi et en Zambie, Proparco et l'IFD néerlandaise, FMO, lui ont prêté un montant total de 125 millions de dollars pour soutenir son expansion au Burundi et financer des prêts à des « secteurs à fort impact », notamment le climat et l'agriculture.

Soutien de la BEI aux intermédiaires financiers

Par rapport à Proparco, la BEI dispose d'un portefeuille plus restreint de banques auxquelles elle accorde des prêts à des fins de promotion du développement agricole, mais elle fournit un financement plus direct sous forme de prêts et de lignes de crédit. (Les lignes de crédit ne signifient pas en soi que la banque a fourni des capitaux à la banque, mais seulement qu'elle a mis des capitaux à la disposition de la banque pour qu'elle les utilise à sa discrétion.)

^[25] <https://www.proparco.fr/en/carte-des-projets/crdb-tanzania-2023>

^[26] [CRDB Equity](#)

^[27] [Les bénéfices records de la CRDB Bank enthousiasment l'ambassadeur du Danemark | The Citizen](#)

^[28] [Accord-cadre d'accréditation entre le Fonds vert pour le climat et la CRDB Bank](#)

Tableau 4.5 : Investissements de la BEI dans des banques africaines susceptibles d'être utilisés pour soutenir l'agriculture, 2019-2024

Nom	Pays/région	Type d'institution	Type d'investissement
Access Bank Nigeria	Nigeria	Banque	Prêt
Banque de Kigali	Rwanda	Banque	Prêt
Banque Nationale d'Investissement SA	Côte d'Ivoire	Banque	Prêt
Banque pour le Commerce et l'Industrie	Mauritanie	Banque	Prêt
Compagnie Financière Africaine	Sénégal, Côte d'Ivoire	Banque	Ligne de crédit
Banque de développement du	Ghana	Banque publique	Prêt
Ecobank Malawi	Malawi	Banque	Mécanisme de partage des risques
First Capital Bank	Malawi	Banque	Mécanisme de partage des risques
First Capital Bank Zambie	Zambie	Banque	Ligne de crédit
First Capital Bank Zambia	Zambie	Banque	Facilité de partage des risques
La Banque Agricole	Sénégal	Banque	Prêt
Wema Bank	Nigeria	Banque	Ligne de crédit
Banque industrielle et commerciale de Zambie	Zambie	Banque	Ligne de crédit, mécanisme de partage des risques

Source: EIB

Soutien de la BAD aux intermédiaires financiers

La BAD utilise divers modes d'investissement pour soutenir les banques régionales à travers l'Afrique, notamment des prêts, des garanties et des accords de participation aux risques. Elle se distingue également des autres IDF examinées en ce qu'elle investit des capitaux dans des banques multilatérales régionales et des fonds.

Tableau 4.6 : Investissements de la BAD dans les banques africaines pouvant être utilisés pour soutenir l'agriculture. 2019-2024

Nom	Pays/Région	Type d'institution	Type d'investissement
Access Bank RD Congo	RDC	Banque	Garantie
Africa Finance Corporation	Afrique	Banque multilatérale	Dette/ligne de crédit
Fonds africain de garantie	Kenya	Fonds multilatéral	Mécanisme de partage des risques
Banque et Crédit Agricole Corporate and Investment Bank	Afrique	Banque	Participation aux risques
Bank One Limited	Afrique	Banque	Participation au risque
Banque Commerciale du Burundi	Burundi	Banque	Garantie
Banque nationale de Sao Tomé-et-Principe	Sao Tomé-et-Principe	Gouvernement	Facilité
Banque nationale pour le développement économique	Sénégal	Banque	Ligne de crédit
Banque pour le Commerce et l'Industrie	Mauritanie	Banque	Ligne de crédit
Botswana Development Corporation Limited	Botswana	Banque publique	Ligne de crédit
Central Africa Building Society	Zimbabwe	Banque	Ligne de crédit
Banque de crédit	Kenya	Banque	Prêt
Banque de développement du Ghana	Ghana	Banque publique	Facilité
Banque de développement du commerce de l'Afrique	Afrique	Banque multilatérale	Ligne de crédit
Ecobank Transnational	Afrique	Banque	Participation au risque
EcoBank*	Ghana	Banque	Facilité
Banque de développement de la CEDEAO	Afrique de l'Ouest	Banque multilatérale	Facilité
Equity Group Holdings	Kenya	Banque	Dette
Family Bank Limited	Kenya	Banque	Facilité

Nom	Pays/Région	Type d'institution	Type d'investissement
First City Monument Bank	Nigeria	Banque	Ligne de crédit
FirstRand Bank	Afrique	Banque	Participation au risque
Groupe Banque Centrale Populaire	Afrique de l'Ouest	Banque	Participation au risque
InfraCredit	Nigeria	Banque	Facilité
Ministère des Finances, Côte	Côte d'Ivoire	Gouvernement	Garantie partielle de crédit
Ministère des Finances, Bénin	Bénin	Gouvernement	Garantie partielle de crédit
NBS Bank	Malawi	Banque	Garantie
Banque NSIA	Tanzanie	Banque	Facilité
Pula Advisors	Afrique	Assurance	Facilité
Société Générale	Afrique	Banque	Participation au risque
Standard Chartered Bank	Afrique	Banque	Participation au risque
Banque de développement agricole de Tanzanie	Tanzanie	Banque	Prêt
United Bank for Africa	Nigeria	Banque	Ligne de crédit/dette
Vista Bank	Guinée	Banque	Ligne de crédit
Banque de développement de l'Afrique de l'Ouest	Afrique	Banque multilatérale	Ligne de crédit

**Financement provenant du Fonds vert pour le climat*

Source : BAD

Soutien du FVC aux intermédiaires financiers

Le FVC se distingue des IFD en ce que son soutien aux banques est (jusqu'à présent) principalement acheminé par l'intermédiaire d'IFD ou d'agences d'aide nationales, telles que l'Agence française de développement.

Le FVC est toutefois prêt à fournir davantage de capitaux aux institutions régionales et locales. Il dispose d'une liste croissante d'« entités accréditées », telles que la CBRD en Tanzanie (voir l'étude de cas ci-dessus). Ces institutions sont autorisées à élaborer des projets avec leurs gouvernements respectifs, à rédiger des propositions de financement liées au climat et à recevoir des fonds pour des projets spécifiques par l'intermédiaire du FVC.^[29]

Une autre caractéristique distinctive du FVC est qu'il exige de toutes les banques accréditées qu'elles mettent en place leur propre mécanisme indépendant de traitement des plaintes, par l'intermédiaire duquel les personnes concernées peuvent déposer des plaintes relatives aux projets qu'elles financent.^[30] En théorie, ces mécanismes permettent aux personnes concernées de s'adresser directement à la banque intermédiaire pour obtenir réparation, plutôt qu'à une IFD plus éloignée.

^[29] [Partenaires](#)

^[30] [Politique environnementale et sociale](#)

Tableau 4.7 : Investissements du FVC dans les banques africaines susceptibles d'être utilisés pour soutenir l'agriculture, 2019-2024

Cible	Pays	Entité bénéficiaire
Institutions financières locales	Bénin+14	Agence française de développement
Institutions financières locales	Ghana	Banque africaine de développement
Secteur privé	Tanzanie	Banque CRDB

Source: FVC

Mécanismes de recours et intermédiaires financiers

De manière générale, les projets financés par les IDF, mais par l'intermédiaire d'intermédiaires, sont soumis au mécanisme de recours de l'IDF, tout comme les projets financés directement par l'IDF. Mais si ce principe est louable, sa mise en œuvre dans la pratique peut s'avérer complexe. Un rapport de la BAD publié en 2019, par exemple, a constaté qu'il était « de plus en plus difficile » de garantir que les petits intermédiaires financiers se conforment au « système de sauvegarde intégré » des IFD, l'ensemble des réglementations visant à prévenir les problèmes sociaux et environnementaux.^[31]

Pour les personnes concernées, il peut également être difficile de faire le lien entre le financement d'une IFD et un intermédiaire financier. S'il est possible de savoir quelles banques ont bénéficié du soutien d'une IFD, les banques régionales ne divulguent pas toujours leurs investissements. Nous savons, par exemple, que la BAD a accordé un prêt à Equity Group Holdings au Kenya au cours des dernières années. Mais il est plus difficile de savoir dans quelles entreprises Equity Group Holdings a ensuite investi ces capitaux.

Il est également important de reconnaître que, d'une manière générale, seuls les projets financés par une IFD sont soumis au mécanisme de plainte. Comme vous pouvez le voir dans les tableaux ci-dessus, de nombreuses IFD s'abstiennent d'accorder des capitaux aux intermédiaires, préférant conclure des accords de participation aux risques ou fournir des garanties. Dans ces cas, nous ne pouvons pas être certains que les IFD ont effectivement fourni des capitaux aux banques, ni qu'elles partagent une quelconque responsabilité, telle qu'elle est comprise par les mécanismes de plainte auxquels elles sont soumises.

^[31] [Évaluation du système de sauvegarde intégré de la BAD](#)

5. INTERMÉDIAIRES FINANCIERS II : CAPITAL-INVESTISSEMENT ET « FONDS À IMPACT SOCIAL »

Qu'est-ce que le capital-investissement ?

Le capital-investissement est un moyen de mettre en commun les capitaux d'investisseurs et de les investir dans diverses entreprises. Bien qu'il puisse s'appliquer à pratiquement toutes les catégories d'investissement, il est particulièrement bien adapté pour canaliser des fonds vers des entreprises privées ou des entreprises qui ne sont pas cotées en bourse.

À l'heure actuelle, seuls 26 pays africains disposent d'une bourse. Même lorsqu'il existe des bourses, elles sont généralement difficiles d'accès pour les investisseurs étrangers qui n'ont pas accès à la monnaie locale. Beaucoup d'entre elles comptent peu de sociétés cotées (souvent moins de dix). En raison notamment de ce manque de canaux d'investissement public, le capital-investissement est apparu comme un moyen de déployer des capitaux dans les entreprises africaines, y compris dans le secteur agroalimentaire.

Si les fonds de capital-investissement sont généralement organisés sous forme de partenariats, il existe actuellement un certain nombre d'entités qui fonctionnent de la même manière et se qualifient de « fonds », mais qui sont organisées en sociétés ou en filiales. Cette distinction est importante pour le suivi des investisseurs, comme expliqué ci-dessous.

Comment fonctionne le capital-investissement ?

Le principal relais entre les capitaux et les entreprises est le fonds de capital-investissement.

Un fonds est un partenariat entre une entité distincte, appelée « société de capital-investissement », et un groupe d'investisseurs externes qui peuvent inclure des fonds de pension, des fonds de dotation, des family offices (organismes d'investissement dédiés à une seule famille) et des « particuliers fortunés ». La société de capital-investissement est appelée « commandité » ou « GP » (pour « general partner »), ou plus communément « gestionnaire » du fonds, et conserve le contrôle de toutes les décisions d'investissement liées au fonds. Les investisseurs externes sont appelés « commanditaires » ou « LP » (pour « limited partner »).

Une fois qu'ils ont réuni des investisseurs et levé des fonds, les GP les investissent dans des entreprises, généralement sous la forme d'une participation ou d'une « action », qui leur permet d'exercer une influence directe sur l'entreprise.

En résumé, les LP investissent dans des fonds de capital-investissement, et les fonds de capital-investissement investissent dans des entreprises.

Quel est le rôle des IFD dans le capital-investissement dans l'agriculture africaine ?

La plupart des fonds de capital-investissement africains dépendent du soutien des IFD, quel que soit le secteur dans lequel ils investissent. Cependant, les fonds qui investissent dans des projets et des entreprises liés à l'alimentation et/ou à l'agriculture (ce que nous avons appelé les « fonds A&A ») étaient encore plus susceptibles de bénéficier du soutien des IFD. Sur les 118 fonds A&A que nous avons examinés, seuls 27 n'ont enregistré aucun soutien des IFD.

Du point de vue des IFD, le capital-investissement excelle non seulement dans l'investissement dans le secteur privé, mais aussi dans la mobilisation de capitaux auprès d'investisseurs supplémentaires. Compte tenu de leur manque de transparence, il est difficile de déterminer la part réelle du capital des fonds de capital-investissement provenant des IFD. Cependant, on peut généralement supposer qu'ils disposent de ressources supplémentaires au-delà des IFD elles-mêmes. Ces fonds supplémentaires rendent non seulement les investissements des fonds de capital-investissement plus viables, mais ils les rendent également plus attrayants pour les IFD en tant que partenaires pour la réalisation de leurs missions.

La taille souvent plus modeste des fonds de capital-investissement constitue un autre attrait pour les IFD. À l'instar des banques commerciales régionales (voir section 4), les gestionnaires de fonds de capital-investissement, qui s'engagent à investir à plein temps en Afrique et travaillent souvent depuis les capitales africaines, sont souvent mieux à même d'identifier les opportunités d'investissement susceptibles de générer des rendements financiers élevés, mais qui ne sont pas visibles pour les financiers à Washington ou à Paris. African Development Partners III, par exemple, est un fonds de capital-investissement géré par Development Partners International, une société de capital-investissement. Après avoir accepté 239 millions de dollars de quatre IFD (voir tableau 5.2), il a investi cette somme dans dix entreprises distinctes (dont plusieurs entreprises liées à l'alimentation et à l'agriculture) à travers l'Afrique. En investissant une seule fois dans ce fonds, chaque IFD a pu influencer les systèmes agricoles à l'échelle du continent.

À l'instar des IFD elles-mêmes lorsqu'elles réalisent des investissements directs dans des entreprises et des gouvernements (voir section 3), les gestionnaires de fonds exercent une influence sur les petites entreprises, en associant un soutien matériel à des conseils techniques. Ce type d'influence diffère de celle que les banques exercent généralement sur leurs clients, et c'est l'une des raisons pour lesquelles les IFD s'appuient de plus en plus sur le secteur africain du capital-investissement pour distribuer leurs fonds. BII, par exemple, ne semble pas avoir réalisé un seul investissement direct dans une entreprise agroalimentaire en Afrique depuis 2019, n'ayant alloué des capitaux qu'à des fonds de capital-investissement pendant cette période.

État actuel du capital-investissement dans l'agriculture africaine

Comme les données utilisées dans le rapport de 2018 n'étaient pas disponibles pour le présent rapport, le chercheur a compilé ses propres données pour fournir une vue d'ensemble de l'état actuel du capital-investissement dans l'agriculture africaine.

Entre 2000 et 2018, quatre IFD seulement représentaient près de 90 % des capitaux enregistrés investis par les IFD dans des fonds de A&A. Il s'agissait de l'Overseas Private Investment Corporation (aujourd'hui US Development Finance Corporation, DFC), du CDC Group (aujourd'hui British International Investment, BII), de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Société financière internationale (SFI).

Comme la BAD ne publie pas ses investissements en private equity sur son portail de divulgation, ils ont été omis de cette analyse. Trois autres IFD qui figuraient régulièrement dans le registre des transactions d'Africa Private Equity News ont également été ajoutées : Proparco, FMO et BEI. Compte tenu de son importance croissante, la CVF est également incluse.

Pour les sept IFD, on a recherché les investissements en capital-investissement dans le portail de divulgation disponible.

(Voir tableau 5.1.)

Tableau 5.1 : Fonds investis en F&A par IFD, 2019-2024

IFD	Fonds
BII	14
DFC	8
BEI	13
FVC	2
FMO	12
SFI	15
Proparco	11

Source: BII, DFC, EIB, FVC, FMO, SFI, Proparco

Il convient de noter que la plupart des fonds répertoriés ne sont pas entièrement consacrés à l'alimentation et à l'agriculture, et que l'allocation des IDF ne constitue donc pas entièrement un investissement dans ce secteur.

Tableau 5.2 : Investissements combinés des IFD en Afrique subsaharienne dans des fonds de capital-investissement dans l'alimentation et l'agriculture, 2019-2024 (en millions de dollars américains)

<i>Nom du fonds</i>	<i>BII</i>	<i>DFC</i>	<i>BEI</i>	<i>FVC</i>	<i>FMO</i>	<i>SFI</i>	<i>Proparco</i>
&Fonds vert*				1,893	180		
Fonds de financement des exportations d'Acre I		25	40				
Fonds Acumen pour la résilience agricole					2		5
Fonds Acumen pour la résilience dans l'agriculture II*				34			
Adenia Capital V			5		25	40	40
Fonds pour la sécurité alimentaire en Afrique I*	15		12				
Fonds pour les énergies renouvelables en Afrique II	37				8		
Partenaires africains pour le développement III	100		50		30	70	19
Fonds pour les fleuves africains III					10	250	
Fonds pour les fleuves africains IV		13			12	250	
Fonds AfricInvest IV	5		50		30	50	
AgDevCo Limited*	50	52					
Amethis Fund II S.C.A SICAR	34		25			17	
Amethis Fund III	22	40	50			42	22
Amethis MENA Fund II SCA, SICAV-RAIF			165			15	

Nom du fonds	BII	DFC	BEI	FVC	FMO	SFI	Proparco
Averroes Africa FPS							15
Blue Earth Credit Strategies II		25					
Cardinalstone Capital Advisers Growth Fund	15				10	25	
Fonds Equator Africa	15					5	
Fefisol 2022			5				6
Helios Clear Fund*			5		10		
Joliba Capital Fund I		33			5	250	14
Maris 2022					5		12
Novastar Ventures 2019							9
Novastar Ventures Africa People and Planet Fund III	10	25					
Oasis Africa VC Fund Ltd						25	
One Acre Fund*		35					
Outrigger Impact Fund LCFP			10				
Fonds alimentaire Phatisa 2*	30						
Salt Equity I						250	
Participation au risque financée par SCB - Sierra Leone	17						
Takura III	2						
TRG Mezzanine Partners 3	20		20				
Ventures Platform IV						5	5
Fonds de croissance Verod Capital III			145			15	14

**Indique un fonds à impact social Source : BII, DFC, BEI, FVC, FMO, SFI, Proparco (Remarque : le tableau ci-dessus n'inclut pas les investissements actifs des IFD réalisés avant 2018.)*

Que font les fonds avec cet argent ?

Une fois que la DFI a injecté des fonds dans un fonds de capital-investissement, celui-ci les distribue aux entreprises et aux projets de son choix. La plupart des fonds adoptent une approche généraliste en matière d'investissement, en plaçant des capitaux dans plusieurs entreprises de différents pays afin d'éviter la concentration dans un seul secteur. Lorsque ces fonds investissent dans l'alimentation et l'agriculture, ils ont tendance à ne pas investir directement dans l'agriculture, mais plutôt à soutenir des entreprises qui produisent des outils et des matériaux liés à l'agriculture, comme des produits chimiques, ou des entreprises de transformation agricole, comme les fabricants de produits alimentaires emballés.

Étude de cas : Adenia Capital IV

Adenia Capital (AC) IV est un fonds de capital-investissement géré par Adenia Capital, une société de capital-investissement basée à Maurice. Contrairement à la plupart des sociétés de capital-investissement, Adenia Capital a révélé certaines informations sur les investisseurs du fonds. Au total, elle affirme avoir levé des capitaux auprès de 31 entités distinctes, dont plusieurs IFD, telles que BII, BIO (Belgique), DEG, BEI, FVC, OeEB (Autriche), Proparco et SIFEM (Suisse).^[32]

Fort de ce capital, AC IV a acquis des participations dans plusieurs sociétés africaines, notamment Kanu Equipment, un distributeur d'équipements miniers et agricoles présent sur tout le continent, OCS, une société de restauration marocaine opérant dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, et un producteur de roses.^[33]

En outre, le fonds a également acquis en 2019 une participation majoritaire dans Quick Mart, un détaillant alimentaire kenyan.^[34] Peu après, Quick Mart a fusionné avec un autre détaillant, Tumaimi. Cette opération a facilement fait de Quick Mart l'un des plus grands détaillants alimentaires du Kenya, avec des implications importantes pour les agriculteurs (voir ci-dessous).^[35]

Le capital-investissement et la financiarisation de l'agriculture africaine

Si les fonds de capital-investissement vantent partout leur rôle dans la croissance des entreprises, en Afrique, ils sont également essentiels pour rendre les entreprises compatibles avec le système financier mondial. De nombreuses entreprises africaines se portent bien sans marketing important, sans adhérer aux normes comptables internationales ou sans recourir massivement à la technologie. Sous la tutelle d'un fonds de capital-investissement, une entreprise africaine peut bénéficier de toutes ces améliorations. Ces changements peuvent contribuer à la croissance de l'entreprise, mais leur principal avantage réside peut-être dans le fait qu'ils la rendent visible aux investisseurs d'Europe et des États-Unis, qui cherchent à tirer parti des économies africaines.

^[31] [Adenia - Engagé pour un investissement responsable.](#)

^[32] [Adenia IV - Investissement 01](#)

^[34] [Quick Mart et Tumaini forment un géant de la distribution après leur fusion - Business Daily](#)

^[35] [Quick Mart et Tumaini forment un géant de la distribution après leur fusion - Business Daily](#)

Une autre raison pour laquelle les IFD aiment travailler avec les fonds de capital-investissement est qu'ils aident à attirer ces investisseurs extérieurs. Les gestionnaires de fonds de pension en Europe et les planificateurs successoraux aux États-Unis peuvent lire *The Economist* et s'émerveiller du formidable potentiel de l'alimentation et de l'agriculture africaines, mais ils n'ont aucune idée des entreprises dans lesquelles investir. Même s'ils le savaient, l'absence de voies d'accès faciles (comme les marchés boursiers) rend difficile de parier sur ce secteur. Les gestionnaires de fonds de capital-investissement trouvent ces investisseurs, mettent leur argent en commun et l'investissent dans des entreprises auxquelles ils auraient difficilement, voire pas du tout, accès autrement.

Tableau 5.2 : Investissements en fusions-acquisitions par des fonds de capital-investissement en fusions-acquisitions en Afrique subsaharienne

<i>Nom du fonds</i>	<i>Entreprises alimentaires et agricoles dans lesquelles ils ont investi</i>
&Green Fund*	ETC Group (cacao, Côte d'Ivoire)
Acre Export Finance Fund I	Copia (distributeur, Kenya) ; Elgin Free Range Chickens (Afrique du Sud) ; iQ Logistica (technologies de l'information agricole, Afrique du Sud) ; Royal Oven Limited (chaîne de boulangeries, Tanzanie) ; West End Farms (producteur de porc, Cameroun)
Acumen Resilience in Agriculture Fund II	
Fonds Acumen pour la résilience agricole*	SunCulture (infrastructures hydrauliques, Kenya) ; Tomato Jos (producteur de légumes, Nigeria) ; Uzima Chicken (Afrique de l'Est) ; Farmerline (formation et technologies agricoles) ; FarmWorks (horticulture, Kenya) ; FlowEquity Africa Ventures (poussins d'un jour) ; Stable Foods (irrigation) ; Beyond Good (chocolat, Madagascar) ; Victory Farms (pisciculture, Afrique de l'Est) ; East Africa Fruits (horticulture) ; Complete Farmer (technologies agricoles) ; Winich Farms (agrégateur) ; IBISA (assurance)
Adenia Capital V	
Africa Food Security Fund I*	
Fonds pour les énergies renouvelables en Afrique II	BECS C&I (fournisseur d'énergie, Kenya)
Partenaires africains pour le développement III	Solevo (produits chimiques agricoles, additifs alimentaires et fabricant d'emballages, Afrique)
Fonds pour les fleuves africains	

Nom du fonds	Entreprises alimentaires et agricoles dans lesquelles ils ont investi
Fonds africain pour les fleuves III	PME en RDC, RCA, Ouganda et Angola
AfricInvest Fund IV	CMGP – CAS (fabricant d'équipements agricoles, Afrique)
AgDevCo Limited*	
Amethis Fund II S.C.A SICAR	Entreprises de taille moyenne en Afrique
Amethis Fund III	Entreprises de taille moyenne en Afrique
Amethis MENA Fund II SCA, SICAV-RAIF	
Averroes Africa FPS	Autres fonds de capital-investissement en Afrique
BlueEarth Credit Strategies II	PME à travers l'Afrique
Cardinalstone Capital Advisers Growth Fund	Lynden Integrated Farms Ltd (producteur de volaille, Nigeria)
Equator Africa Fund	Apollo Agriculture (prêteur, Kenya) ; Downforce Technologies (technologies de l'information agricole, Australie)
Fefisol 2022	« Entités agricoles s'approvisionnant auprès de petits exploitants agricoles en Afrique »
Helios Clear Fund*	
Joliba Capital Fund I	PME d'Afrique occidentale et centrale dans les secteurs « axés sur la consommation »
Maris 2022	Evergreen Fresh (producteur de fruits et légumes, Kenya) ; Evergreen Herbs (producteur d'herbes aromatiques, Kenya) ; Evergreen Avocados (producteur de légumes, Kenya) ; Majestic Mushrooms (producteur de légumes, Kenya) ; Tatepa & Wakulima Tea Company (producteur de thé, Tanzanie)
Norsad Capital	Terramar (importateur/distributeur de produits surgelés, Mozambique) ; African Milling (agrégateur de céréales, Zambie)
Novastar Ventures Africa Fund II	
Oasis Africa VC Fund Ltd	PME au Ghana et en Côte d'Ivoire

Nom du fonds	Entreprises alimentaires et agricoles dans lesquelles ils ont investi
One Acre Fund	
Outrigger Impact Fund LCFP	Entreprises liées à l'océan, y compris la pêche
Phatisa Food Fund 2*	FES Africa (distributeur de matériel et de services agricoles, Afrique) ; Lynx Food Group (producteur et transformateur de fruits, Afrique du Sud) ; (produits chimiques agricoles et additifs alimentaires, Afrique du Sud)
Salt Equity I	PME orientées vers les consommateurs en Afrique subsaharienne
SCALE-MSME-MyAgro Farms	
Participation au risque financée par la SCB - Sierra Leone	
Takura III	
TRG Mezzanine Partners 3 (anciennement Ethos Mezzanine Partners 3)	
Verod Capital Growth Fund III	Entreprises de taille moyenne en Afrique de l'Ouest

Fonds « à impact »

Comme dans le rapport 2019, les investissements en capital-investissement sont davantage orientés vers les transformateurs que vers les agriculteurs.

Cela dit, si les IFD investissent dans un large éventail de fonds de A&A, une sous-catégorie de fonds de capital-investissement, les fonds dits « à impact », semblent bénéficier du soutien des IFD de par leur conception. Ces fonds ont pour objectif de financer des entreprises sociales qui visent spécifiquement à connecter les petits exploitants agricoles à la technologie et à des systèmes commerciaux complexes, tels que les « chaînes de valeur », qui relient les agriculteurs aux transformateurs agricoles, souvent de manière similaire aux projets de chaînes de valeur soutenus par l'USAID et la Fondation Gates.

Le Fonds pour l'entreprise sociale en Afrique (SEFA), par exemple, est un fonds de capital-investissement axé sur l'impact qui a été lancé en 2021. Il décrit sa stratégie comme étant guidée par la reconnaissance de « l'importance d'une productivité agricole plus élevée pour améliorer les moyens de subsistance et les conditions socio-économiques des petits exploitants agricoles ».

En 2024, le SEFA a accordé un prêt de 1,5 million de dollars à Acier Limited, une entreprise agroalimentaire nigériane, afin de « permettre à Acier d'augmenter ses achats de fleurs d'hibiscus auprès des petits exploitants agricoles du nord du Nigeria et d'exporter vers ses clients internationaux ». Le SEFA bénéficie du soutien de la KfW, la plus grande institution financière allemande de développement.

Un autre exemple est le mécanisme de financement des aliments nutritifs (N3F) d'Inconfin. Inconfin bénéficie du soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et de la FMO.

Tableau 5.3 : Capital-investissement axe sur les petits exploitants agricoles

Fonds	Gestionnaire	Investisseurs externes connus
&Green Fund	SAIL Investments	FVC ; FMO ; Initiative internationale pour le climat et les forêts de la Norvège ; Unilever ; Fonds pour l'environnement mondial (Programme des Nations unies pour l'environnement)
Fonds Acumen pour la résilience agricole	Acumen Capital Partners	Proparco ; FVC ; Fonds de développement économique Soros ; Children's Investment Fund Foundation ; Global Social Impact ; Fondation IKEA
Fonds Acumen pour la résilience dans l'agriculture II	Acumen Capital Partners	FVC
AgDevCo		BII, DFC
Fonds Agri-Business Capital (ABC)	Bamboo Capital Fund	Agence suisse pour le développement et la coopération ; Aide et développement du Luxembourg ; l'UE
Fonds Agri-Vie II	EXEO Capital	
CRAFT	Pegasus Capital Partners	FVC
FASA	I&P	USAID, ministère norvégien des Affaires étrangères, UK International Development
Fonds d'impact GLI	Inua Capital	eDFI AgriFi ; Investisseurs & Partenaires ; Mastercard Foundation Africa Growth Fund
IDH Farmfit Fund	IDH	FMO ; USAID
Norsad Capital		Banque africaine de développement
Pepea	Goodwell Investments	
Fonds Pro Impacto	Inconfin	USAID ; FMO
Fonds d'entreprise sociale pour l'Afrique (SEFA)	Sahel Capital	KfW
uMunthu II	Goodwell Investments	

L'opacité (et l'immobilisme) du capital-investissement

Le capital-investissement est notoirement opaque, ce qui rend difficile l'identification de leurs LP (à l'exception des IFD, qui divulguent leurs propres investissements), et encore plus difficile de faire pression sur eux concernant les préjudices résultant de leurs activités d'. Les LP, y compris les IFD, ont généralement des droits très limités en tant qu'investisseurs, ce qui leur confère un faible pouvoir de pression sur les gestionnaires de fonds lorsqu'ils tentent de les influencer.

Ces défis ont été abordés dans un essai publié dans *Africa Is a Country*, en les examinant dans le contexte d'un fonds actif en Afrique, qui semblait assez représentatif des fonds de capital-investissement partout dans le monde :

Prenons l'exemple du Resource Capital Fund VII, un fonds qui investit dans des sociétés minières actives au Burkina Faso et en Guinée. Selon les termes du partenariat, que j'ai obtenus grâce à une demande d'accès aux documents publics, les gestionnaires du fonds se réservaient le droit exclusif de choisir où investir l'argent. Ils n'étaient même pas tenus d'informer à l'avance les investisseurs externes de leurs intentions d'investissement. À partir du moment où les investisseurs signaient l'accord, ils pouvaient s'attendre à ce que le fonds conserve leur capital pendant 10 ans, soit la durée de vie standard d'un fonds de capital-investissement. À moins que les gestionnaires du fonds ne décident de conserver l'argent pendant deux années supplémentaires, auquel cas ils se réservaient le droit de le faire avec ou sans le consentement des investisseurs extérieurs.

Même les voies de recours habituelles pour un investisseur lésé, à savoir les tribunaux, étaient limitées par cet accord. En le signant, les investisseurs renonçaient à leur droit à un procès devant jury et acceptaient de n'intenter une action en justice que dans le pays où le fonds était domicilié, en l'occurrence les îles Caïmans, une juridiction réputée pour être favorable aux entreprises.^[36]

Un aperçu (restreint) des bailleurs de fonds du capital-investissement

Le manque de transparence du secteur du capital-investissement est encore aggravé par le fait que de nombreux fonds opérant en Afrique (dont beaucoup de ceux mentionnés ci-dessus) sont organisés en sociétés anonymes et non en sociétés en commandite. Toutefois, s'ils remplissent deux critères, à savoir (1) qu'ils sont organisés en sociétés en commandite et non en sociétés anonymes et (2) qu'ils sont enregistrés au Royaume-Uni, il est possible de savoir qui les soutient.

L'un des fonds qui répond à ces critères est le **Novastar Ventures People and Planet Fund II**, un fonds de capital-investissement enregistré au Royaume-Uni et géré par Novastar Ventures Limited, un groupe britannique de capital-risque. (Le « capital-risque » est un type de capital-investissement qui cible spécifiquement les entreprises en phase de démarrage.)

Selon son [site web](#), Novastar Ventures a été « fondé pour rejoindre et alimenter une révolution entrepreneuriale qui transforme les marchés et les secteurs en Afrique ».

En vertu de la loi britannique de 1907 sur les sociétés en commandite (Limited Partnerships Act), le fonds est tenu de divulguer les nouveaux commanditaires dans un délai de sept jours via [Companies House](#), le registre britannique des entreprises. Ces informations sont disponibles en ligne, via le registre Companies House :

^[36] [Qu'en est-il du capital-investissement en Afrique ?](#)

Schedule 1	
New Limited Partners	
New Limited Partners	
Mitsui O.S.K. Lines Ltd	
Norfund	
MC Africa Investment Limited	
Mortenson Family Foundation	
SBI Ventures Asset Pte. Ltd	
Swedfund International	
British International Investment	

Comme vous pouvez le constater, les commanditaires du fonds comprennent non seulement des IFD telles que Norfund et BII, mais aussi une organisation américaine à but non lucratif et une compagnie maritime japonaise.

PE, IFD et la « supermarchéisation » de l'agriculture africaine

Une tendance importante dans le secteur agroalimentaire africain est l'essor des supermarchés. Cette tendance s'inscrit dans un mouvement plus large de transfert du pouvoir des agriculteurs et des transformateurs vers les consommateurs dans le secteur agricole. Selon Fokko Wientjes, vice-président chargé des marchés émergents et de la transformation des systèmes alimentaires chez DSM, un fabricant néerlandais de vitamines implanté au Rwanda, les agriculteurs devraient cesser de penser « de la ferme à la fourchette » et commencer à penser « de la fourchette à la ferme ».^[37]

Les institutions financières de développement (IFD) ont joué un rôle majeur dans la tendance à la supermarchéisation, qui s'étend au-delà des chaînes sud-africaines pour toucher des détaillants relativement plus petits en Afrique de l'Est.

Adenia Capital IV est un fonds de capital-investissement géré par Adenia Capital à Maurice. Les investisseurs du fonds comprennent « 30 investisseurs institutionnels publics et privés, des family offices et des particuliers fortunés », dont Old Mutual (une compagnie d'assurance sud-africaine), Bpifrance (une société d'investissement publique française), Axia Venture Investments et South Suez Capital (un « fonds de fonds », ou fonds de capital-investissement qui investit dans d'autres fonds de capital-investissement).

Plusieurs IFD, telles que BII, BIO (Belgique), DEG, BEI, SFI, OeEB (Autriche), Proparco et SIFEM (Suisse), ont également investi dans le fonds.^[38]

^[37] [« Cartographie des flux financiers dans l'agriculture africaine » \(2018\).](#)

^[38] [Adenia - Engagé dans l'investissement responsable.](#)

En 2019, Adenia Capital IV a racheté Quick Mart, une chaîne de supermarchés kenyane, puis l'a fusionnée avec Tumaimi, une chaîne plus petite, afin de consolider son emprise sur la distribution alimentaire dans les zones urbaines à faibles et moyens revenus du Kenya.

Mais Adenia n'était pas la seule à vouloir remodeler le paysage de la distribution agricole au Kenya avec le soutien des IFD. **Amethis Fund II** est un autre fonds soutenu par une liste similaire d'IFD, dont Proparco, la BEI et la BII. En 2020, Amethis Fund II, **MCB Equity Fund** (un autre fonds de capital-investissement), la SFI et la DEG se sont associés pour investir dans Naivas, une autre chaîne de supermarchés kenyane.^[39] Deux ans plus tard, ce consortium d'investisseurs a vendu sa participation à un nouveau consortium comprenant Proparco et la DEG.^[40]

En Afrique du Nord, la SFI et **African Development Partners (ADP) III**, un fonds de capital-investissement soutenu par la BII, Proparco et la SFI, ont également financé l'expansion de Kazyon, une chaîne de supermarchés égyptienne, au Maroc.

En d'autres termes, les IFD ont joué un rôle déterminant dans certaines des plus grandes opérations de consolidation du commerce alimentaire de détail en Afrique ces dernières années, des changements qui ont eu de graves répercussions pour les agriculteurs.

En Afrique du Sud, les supermarchés ont eu une influence négative manifeste sur les petites et moyennes exploitations agricoles, car leur position dominante sur certains marchés leur permet de fixer les prix et de dicter ce qu'ils veulent voir dans leurs rayons.

Comme l'a écrit la Fondation africaine pour le climat dans un récent document de synthèse, « les chaînes de supermarchés peuvent faire baisser les prix d'achat ou imposer des coûts aux fournisseurs par le biais de divers frais, conditions générales et modalités.

La concentration des chaînes de supermarchés soulève des inquiétudes quant à leur pouvoir d'achat considérable, qui leur permet de faire baisser les prix d'achat ou d'imposer des coûts aux fournisseurs par le biais de divers frais, conditions générales et conditions d'approvisionnement. Cela renforce la concentration des marchés alimentaires, où le contrôle de la production et de la distribution des denrées alimentaires est entre les mains d'un petit nombre d'acteurs. La concentration croissante est très préoccupante, car elle contribue à accroître les inégalités et les comportements anticoncurrentiels, avec des répercussions sur la sécurité alimentaire.^[41]

La menace que les supermarchés ont fait peser sur les agriculteurs en Afrique du Sud refait aujourd'hui surface au Kenya, cette fois sous l'impulsion des IFD et d'autres investisseurs étrangers, sous prétexte de renforcer la sécurité alimentaire du pays. On peut supposer que cette menace s'étendra à d'autres régions à terme.

^[39] [Projet Swahili](#)

^[40] [Amethis a le plaisir d'annoncer qu'elle a conclu un accord pour vendre sa participation dans Naivas au groupe IBL](#)

^[41] [LA « SUPERMARKETISATION » DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AFRICAINS : implications et réponses](#)

6. LA FONDATION GATES EN TANT QUE PARTENAIRE DFI

Depuis 2006, la Fondation Gates a consacré plus de 5 milliards de dollars à des programmes agricoles, dont une grande partie en Afrique (ou à des projets destinés à être mis en œuvre en Afrique). Cette somme à elle seule en fait une source majeure de capitaux pour l'agriculture africaine.

Mais les dépenses directes ne sont qu'un des moyens par lesquels la fondation exerce son pouvoir. Elle influence également les politiques et s'aligne sur les gouvernements et les entités gouvernementales, y compris les IFD.

Partenariat avec la SFI dans le domaine de l'agriculture

En 2018, la Fondation Gates s'est engagée à verser 85 millions de dollars à un nouveau fonds destiné à développer les technologies agricoles en Asie du Sud. Ce fonds était destiné à investir dans « des technologies agricoles et des modèles commerciaux menés par le secteur privé et susceptibles d'être déployés à grande échelle » en complétant les investissements de la SFI dans l'agriculture en Asie du Sud par des capitaux supplémentaires afin de réduire leur risque.^[42]

Baptisée « Inclusive Agritech Facility », cette initiative était spécifiquement destinée à l'Asie, mais elle illustre un modèle de partenariat entre les IFD et les organisations philanthropiques qui correspond à la préférence de la Fondation Gates pour les « solutions » high-tech visant à aider les petits agriculteurs à accroître leur productivité. À l'avenir, nous pourrions voir des initiatives similaires voir le jour en Afrique.

La philanthropie et le modèle « de la fourche à la fourchette »

La Fondation Gates décrit depuis longtemps son programme agricole comme étant « centré sur les agriculteurs », avec une stratégie axée sur la fourniture de technologies aux petits agriculteurs afin qu'ils puissent augmenter leur production de certaines cultures. Comme l'a déclaré Prabu Pingali, directeur adjoint du programme agricole, à la publication Handshake de la SFI en 2012, « la principale source de croissance de la productivité est le petit exploitant agricole, et cela a été très clair pour nous dès le début ».

Bien qu'elle ait été ostensiblement centrée sur les agriculteurs à ses débuts, l'approche de la Fondation Gates envisageait toujours des systèmes agricoles dans lesquels les petits agriculteurs étaient compatibles avec les grandes chaînes d'approvisionnement commerciales. À cette fin, elle imaginait des systèmes standardisés, bénéficiant d'informations fiables et permettant une communication instantanée entre les détaillants et les agriculteurs. La Fondation Gates s'est imposée comme une force capable de contribuer à financer les développements technologiques nécessaires. Comme l'a déclaré M. Pingali :

^[42] [Solutions de financement mixte pour l'agroalimentaire et la sécurité alimentaire](#)

L'un des plus grands défis auxquels sont confrontés aujourd'hui de nombreux pays en développement est de nourrir de manière durable leurs populations urbaines croissantes. Plus précisément, comment relier les petits exploitants agricoles aux systèmes de distribution qui fournissent de la nourriture aux populations urbaines ? Alors que les gouvernements se préparent à relever ce défi, ils doivent compter sur les investissements du secteur privé pour relier les exploitations agricoles aux consommateurs urbains.^[1]

Mais depuis lors, la fondation a ajusté sa position. Si elle continue de promouvoir les technologies destinées aux petits exploitants agricoles, son programme agricole est moins « centré sur les agriculteurs », car il favorise davantage les grands projets qui font depuis longtemps partie des activités traditionnelles des IFD. Ce changement de stratégie va de pair avec une évolution plus large du financement du développement vers ce que l'on appelle parfois le « modèle de la fourche à la fourchette », un changement qui convient bien aux IFD.

La nutrition et le modèle « de la fourche à la ferme »

L'un des principaux indicateurs du fait que Gates s'éloignait d'un modèle purement « centré sur les agriculteurs » était l'adoption de la nutrition comme domaine prioritaire.

Depuis 2016, la fondation a accordé des subventions d'une valeur de 15 millions de dollars ^[44], pour étudier l'enrichissement à grande échelle. Les premières subventions étaient axées sur la technologie sous-jacente à ces programmes. Mais depuis 2021, la fondation a élargi ses subventions liées à la nutrition afin d'inclure des études sur la mise en œuvre et la collecte de données, dans le but de mieux cibler les programmes nutritionnels.

En 2021, la fondation a annoncé un investissement de 922 millions de dollars dans la nutrition, dont une partie sera consacrée à la « fortification alimentaire », c'est-à-dire l'ajout de nutriments aux cultures de base à faible teneur en nutriments dans les foyers, et à la « fortification alimentaire à grande échelle », c'est-à-dire l'ajout de nutriments aux cultures dans les usines pour une distribution plus large sous forme d'aliments transformés.

Le travail de Gates dans le domaine de la nutrition bénéficie déjà d'un soutien important de la part des pouvoirs publics : le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF ont tous deux reçu des millions de dollars de subventions pour des projets nutritionnels.

Mais le nouvel intérêt pour les projets industriels à grande échelle dans le domaine de la nutrition est remarquable, car il correspond bien à la stratégie habituelle des IFD, qui consiste à investir massivement dans des projets concrets, tels que des entreprises manufacturières, plutôt que dans des programmes destinés aux agriculteurs, auxquels la Fondation Gates et les agences d'aide au développement, comme l'USAID, avaient tendance à s'intéresser davantage par le passé.

La fondation et les IFD ont déjà montré les prémices d'une collaboration dans le domaine de la nutrition. En mars dernier, la Fondation Gates s'est également associée à la SFI pour co-parrainer une conférence à Hô Chi Minh-Ville sur l'enrichissement alimentaire.^[45]

^[43] [Handshake, numéro 5](#)

^[44] [Fonds américain pour l'UNICEF | Fondation Bill & Melinda Gates](#)

^[45] [Forum « Fortifier l'avenir » de l'IFC](#)

7. L'AVENIR DES CAPITAUX DES IFD

En 1990, l'aide au développement (y compris les capitaux des IFD et l'aide) constituait le principal canal de capitaux reliant les pays développés et les pays en développement. Au début des années 2000, ce flux a augmenté, en partie grâce à la révolution verte en Afrique. Mais la montée en puissance des sources de capitaux privées et commerciales, notamment les investissements directs étrangers et les envois de fonds, l'a largement dépassé.

À l'avenir, tout indique que les flux de capitaux privés resteront élevés et pourraient même augmenter. Mais les capitaux des IFD ne sont pas seulement moins importants en comparaison. Ils commencent à diminuer. Cette relation caractérisera les capitaux des IFD dans un avenir prévisible.

Le gouvernement comme facilitateur ?

En 2019, le secteur de l'aide au développement était, pour le meilleur ou pour le pire, menacé de l'intérieur. La principale agence d'aide britannique, le DFID, était sur le point de fusionner avec le ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth, ce qui a finalement conduit à la création du ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO). Avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, les détracteurs de l'aide au développement ont trouvé un allié à la Maison Blanche.

Avec le retour de Trump au pouvoir, l'USAID n'est pas seulement menacée. Elle est bel et bien morte. Mais la DFI américaine, la DFC, reste intacte à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Dans la mesure où il existe une stratégie globale derrière la campagne brutale menée par Trump, Elon Musk et les sbires de Musk dans la capitale fédérale, le fait qu'une agence soit visée plutôt qu'une autre également impliquée dans l'aide étrangère pourrait être révélateur d'une tendance que nous avons identifiée il y a plusieurs années.

Comme nous l'avons indiqué dans notre rapport de 2019, « depuis le début de l'administration Obama et sous l'administration Trump actuelle, le gouvernement américain, en particulier l'USAID, cherche à se retirer du secteur en tant que prestataire de services, tout en restant un facilitateur pour les investissements privés ».

La DFC n'est rien d'autre qu'un facilitateur. En fait, l'administration Trump l'a créée en fusionnant la DFI interne de l'USAID et une autre agence fédérale, l'Overseas Private Investment Corporation, et le Congrès a répondu à sa création par une généreuse enveloppe financière. Des années plus tard, on pouvait voir que même Trump la trouvait utile et digne d'être conservée à l'avenir, et, du moins selon un article récent de DEVEX, elle « semblait bénéficier du soutien de l'administration actuelle » (quoi que cela puisse signifier). ^[46]

Le problème avec les prédictions, c'est que Trump est tout sauf cohérent sur le plan idéologique. Début février, le personnel de la DFC a appris que tous les employés en période d'essai seraient licenciés. L'agence ayant connu une croissance rapide au cours de l'année dernière, cette nouvelle signifiait que de nombreux nouveaux employés allaient bientôt se retrouver sans emploi. ^[47]

^[46] [Scoop : Réductions d'effectifs à venir au DFC | Devex](#)

^[47] [Scoop : Réductions d'effectifs à venir à la DFC | Devex](#)

Elon Musk est encore moins prévisible. On peut se demander, par exemple, pourquoi l'USAID a été soumise à une destruction aussi totale, sans parler des mensonges proférés à propos de son rôle dans les affaires mondiales, alors que la Millennium Challenge Corporation, une autre agence américaine d'aide au développement, n'a pas subi le même sort. Il se peut que Musk ait une aversion particulière pour l'USAID et, en particulier, pour ses efforts en faveur de la démocratie à l'étranger, aversion qu'il n'éprouve pas pour la MCC. Mais il se peut aussi qu'il ne connaisse tout simplement pas encore la MCC. Dans une semaine, voire dans une heure, le vent pourrait tourner et DOGE pourrait s'en prendre à cette agence ou à toute autre, y compris la DFC, avec autant de virulence qu'à l'USAID. De plus, si Trump parvient à bloquer toutes les dépenses d'aide étrangère, même celles déjà allouées par le Congrès, comme il a déjà tenté de le faire, la DFC s'effondrera probablement, que DOGE la vise ou non.

Une tendance mondiale ?

Les agences d'aide humanitaire sont peut-être confrontées à une crise unique aux États-Unis, mais le désintérêt pour l'aide étrangère s'inscrit dans une tendance plus large. La France, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique et la Suède ont tous réduit leurs budgets d'aide étrangère ces dernières années en réponse à l'apathie de l'opinion publique.^[48] Avec le retrait effectif des États-Unis de l'OTAN, le Royaume-Uni a également annoncé qu'il réduirait son budget d'aide (qui pourrait inclure le budget destiné à l'initiative BII) afin d'augmenter ses dépenses de défense.^[49] On peut imaginer un scénario dans lequel les IFD émergent comme les grands gagnants, en tant qu'instrument d'influence politique à l'étranger et soutien aux entreprises nationales. Mais pour les politiciens populistes enclins à apaiser une population en colère, elles pourraient simplement être une agence de plus à supprimer.

Il est important de noter que ce qui vaut pour les IFD nationales des pays du Nord s'applique également aux IFD multilatérales, y compris la BAD. Rappelons qu'en 2023, les États-Unis étaient le deuxième plus grand bailleur de fonds de la BAD. Il est peu probable qu'ils restent aussi engagés dans un avenir proche.

L'essor du financement privé du développement ?

La diminution des fonds publics consacrés au développement ne signifie pas pour autant que les investisseurs s'intéressent moins à l'Afrique. Au contraire, cela pourrait leur offrir de nouvelles possibilités d'intervention.

Les IFD se sont mobilisées pour se transformer en catalyseurs du capital privé dans les pays en développement en 2015, lorsque les Nations unies ont publié leur Agenda 2030 pour le développement durable, dans lequel elles appelaient ces institutions à « mobiliser » les investissements privés dans des projets à travers le monde. En 2022, la mobilisation des capitaux privés a augmenté de 12 % par rapport à l'année précédente, ce qui représente la deuxième plus forte hausse jamais enregistrée.^[50] Aujourd'hui, alors que les IFD multilatérales sont appelées à « faire plus avec moins » par les gouvernements qui les financent, certaines se tournent vers les investisseurs privés pour obtenir de l'aide.

^[48] [Retour sur une année marquée par les coupes budgétaires dans l'aide européenne | Devex](#)

^[49] [Starmer annonce une réduction importante du budget britannique consacré à l'aide afin de renforcer les dépenses de défense](#)

^[50] [Rapport conjoint 2022 : Mobilisation des financements privés par les BMD et les IDF](#)

Une partie de cette tendance s'oriente vers ce qu'on appelle la « titrisation ».

Un « titre » est un actif financier qui peut être négocié entre investisseurs, comme une action ou une obligation. Les banques commerciales accordent régulièrement des prêts qu'elles transforment ensuite en titres, ce qui permet aux investisseurs de les acheter, apportant ainsi plus d'argent à la banque et transférant le risque d'un mauvais investissement à quelqu'un d'autre.

Historiquement, les IFD n'ont pas eu recours aux titres pour lever des fonds. Mais à l'automne dernier, la Banque interaméricaine, une IFD multilatérale similaire à la BAD pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a titrisé un milliard de dollars de prêts, ce que certains observateurs ont considéré comme un modèle à suivre pour d'autres banques.^[51] Aujourd'hui, la SFI et la BAD envisageraient toutes deux de se lancer dans la titrisation.^[52]

Mais la titrisation n'est pas le seul moyen pour les banques commerciales de s'impliquer davantage. En 2020, JP Morgan Chase a lancé sa propre « institution financière de développement » (JPM DFI). Bien que la JPM DFI n'investisse pas elle-même, elle conseille les entreprises et les gouvernements des pays du Sud sur les moyens d'attirer des capitaux, dans le but d'apporter plus d'argent dans ces régions. À l'avenir, d'autres banques de New York et de Londres pourraient suivre la même voie et saisir les opportunités lucratives créées par la diminution de l'empreinte des IFD (gouvernementales).^[53]

D'autres modèles face à la diminution du soutien gouvernemental

Si le soutien public aux IFD continue de diminuer, comme cela semble probable, la pression pour collaborer avec d'autres institutions financières ne fera que s'accroître. La titrisation est un moyen d'obtenir le soutien d'investisseurs privés. Un autre moyen, déjà utilisé, est le capital-investissement.

Comme indiqué précédemment dans le présent rapport, les IFD collaborent depuis des décennies avec des fonds de capital-investissement pour investir dans l'alimentation et l'agriculture en Afrique, et ce pour plusieurs raisons : les gestionnaires de capital-investissement peuvent fournir des conseils commerciaux aux entreprises africaines afin de rendre leurs activités plus compatibles avec les marchés mondiaux. Grâce à leur connaissance du terrain en Afrique, ils peuvent également détecter des opportunités d'investissement qui pourraient échapper à l'attention des financiers éloignés.

Mais l'avantage le plus pertinent à une époque où les ressources se raréfient est qu'ils peuvent attirer d'autres sources de financement. Avec quelques millions de dollars provenant d'une IFD gouvernementale, un fonds de capital-investissement peut s'adresser à une banque commerciale, à une fondation universitaire, à une personne fortunée cherchant à diversifier son épargne ou à un fonds de pension et obtenir encore plus d'argent à investir dans l'alimentation et l'agriculture africaines. Pour l'IFD, un tel arrangement est l'essence même du principe « faire plus avec moins ».

De même, les IFD devraient rechercher de plus en plus d'occasions de tirer parti du « financement mixte », c'est-à-dire de combiner des capitaux publics et privés provenant de diverses sources pour un projet spécifique.

Les IFD s'organisent en conséquence. En 2017, BII (alors sous le nom de CDC Group) a embauché Nick O'Donohue comme PDG. M. O'Donohue était conseiller principal à la Fondation Gates, où il conseillait la fondation sur le financement mixte.^[54] (M. O'Donohue a démissionné l'année dernière.)^[55]

^[51] [IDB Invest attire des investisseurs et débloque 500 millions de dollars grâce à une nouvelle transaction | Devex](#)

^[52] [Devex Invested : face au déclin de l'aide américaine, le financement privé peut-il sauver la mise ?](#)

^[53] [Institution financière de développement | J.P. Morgan](#)

^[54] [CDC nomme Nick O'Donohue au poste de PDG - British International Investment](#)

^[55] [Nick O'Donohue CMG quittera son poste de PDG de BII dans le courant de l'année - British International Investment](#)

Crise, agro-industrie et IFD : le cas de Pathways to Dairy Net Zero

À l'avenir, on peut s'attendre à ce que l'intérêt des investisseurs pour les régions en développement, notamment l'Afrique, augmente, tandis que les multiples crises planétaires donneront aux investisseurs et aux IFD de nouvelles raisons de justifier leur collaboration.

Récemment, l'industrie laitière a proposé ce qui pourrait s'avérer être un modèle pour la future collaboration entre l'industrie et les IFD. Pathways to Dairy Net Zero (P2DNZ) a fait ses débuts lors du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires en 2021, se décrivant comme le fer de lance d'un « mouvement croissant » dédié à la réduction de l'impact climatique de l'industrie laitière au cours des trente prochaines années. (Selon une estimation de 2015, 3,4 % de toutes les émissions liées à l'activité humaine proviennent de l'industrie laitière).^[56]

P2DNZ fait suite à un document publié en 2019 par la Global Dairy Platform, une organisation professionnelle du secteur laitier, et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce document affirmait que la lutte contre l'impact climatique de l'industrie laitière nécessitait des « solutions gagnant-gagnant » qui exploitent les capacités de l'industrie sans compromettre ses intérêts.

Depuis lors, à travers une série d'articles et de présentations lors de réunions de haut niveau, comme la COP28 à Dubaï, P2DNZ a fait pression pour des modèles de production laitière plus « efficaces », c'est-à-dire des modèles qui produisent plus de lait par unité de gaz à effet de serre (même s'ils produisent globalement plus de gaz à effet de serre).

Selon P2DNZ, l'industrie laitière est particulièrement « inefficace » dans les régions où la production laitière locale est dominée par les éleveurs pastoraux et où les producteurs industriels sont minoritaires, comme en Afrique de l'Est.^[57]

Mais les conseils de P2DNZ bénéficient du soutien concret d'une IFD. En septembre 2023, quatre pays africains (le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda et l'Ouganda) avaient signé des accords avec P2DNZ autorisant le groupe et ses bailleurs de fonds à les conseiller dans l'élaboration de leurs plans de transformation du secteur laitier dans le cadre de leur demande de financement auprès du FVC.^[58] Le FVC s'était précédemment engagé à verser 1,1 million de dollars à cette initiative, dans le but de mobiliser 400 millions de dollars supplémentaires sous forme de « financement mixte » provenant de diverses sources.^[59]

À l'avenir, nous pouvons nous attendre à d'autres collaborations de ce type, le rôle consultatif de l'industrie étant une condition préalable à l'obtention d'un financement des IFD, et tant l'industrie que les IFD insistant sur le fait qu'une crise imminente rend l'expertise industrielle indispensable.

^[56] [LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE SECTEUR MONDIAL DE L'ÉLEVAGE LAITIER](#)

^[57] [Révélation : comment les grandes entreprises laitières tirent profit du zéro net - DeSmog](#)

^[58] [Révélation : comment les grandes entreprises laitières exploitent le concept de zéro émission nette - DeSmog](#)

^[59] [Vers un secteur laitier neutre en carbone : promouvoir un élevage à faible empreinte carbone et résilient au changement climatique en Afrique de l'Est](#)

8. RECOMMANDATIONS ET RECHERCHES COMPLÉMENTAIRES

Compte tenu de leur position au cœur de la révolution verte africaine, les IFD constituent une cible évidente pour les militants, mais la nature complexe des IFD et leurs multiples liens avec d'autres sources de financement impliquent que toute campagne devra s'appuyer sur une stratégie à plusieurs volets. Vous trouverez ci-dessous une liste de pistes possibles pour une future campagne.

Déposer une plainte auprès des mécanismes de plainte des IFD

La voie la plus claire qui s'offre aux militants est celle des mécanismes de plainte intégrés aux IFD elles-mêmes. Cependant, si ces mécanismes existent uniquement pour statuer sur les griefs des personnes touchées par des projets financés par les IFD, il est important de noter qu'ils sont conçus pour répondre à des actions spécifiques des opérateurs de projets eux-mêmes, et non à des changements systémiques dont un projet ou un groupe de projets financés par une IFD particulière fait partie. Une plainte concernant une ferme avicole financée par une IFD qui pollue une rivière dont dépendent les habitants locaux serait probablement recevable. Une plainte concernant cette même ferme avicole qui perturbe les marchés agricoles locaux ne le serait probablement pas.

Faire pression pour une plus grande transparence autour des intermédiaires financiers

With DFI's use of financial intermediaries, such banks and private equity funds, on the rise, DFI deals have become more opaque. While we know to which banks DFIs provide capital, it is rare that the banks ever disclose which companies and projects underwrite using that capital. In the case of private equity, private equity funds typically disclose the projects they support with DFI capital, but they do not say who their other investors are. The lack of transparency obscures the lines of public and private influence, to the detriment of the general public. Activists have a role to play demanding more transparency for both types of financial intermediaries.

Publier des articles dans les médias africains expliquant les liens avec l'étranger

À l'exception de la BAD (et de certaines institutions régionales non couvertes par ce rapport), les capitaux des IFD sont presque exclusivement des capitaux étrangers. Lorsque les IFD investissent dans des fonds de capital-investissement, il s'agit de capitaux étrangers associés à des capitaux privés étrangers. Le public africain devrait être mieux informé de la manière dont les capitaux étrangers influencent les systèmes agricoles locaux au profit des grandes entreprises au détriment des petits agriculteurs. Une couverture médiatique locale expliquant ces liens peut contribuer à façonner le discours, à susciter davantage de scepticisme à l'égard des IFD et à contraindre ces dernières à adopter des mesures politiques et à faire preuve d'une plus grande transparence.

Promouvoir des modèles agricoles alternatifs pouvant bénéficier du soutien des IFD

Pour le meilleur ou pour le pire, les IFD sont là pour rester et elles continueront probablement à financer des projets agricoles en Afrique pendant de nombreuses années. Au lieu de s'y opposer totalement, les militants et les agriculteurs pourraient envisager des moyens d'orienter leurs fonds vers des projets plus respectueux de l'environnement et socialement responsables. Pour ce faire, ils devront promouvoir des modèles agricoles qui non seulement répondent à leurs besoins, mais qui peuvent également tirer parti des afflux de capitaux.

Recherches complémentaires

Recensement des plaintes antérieures

Les mécanismes de plainte des IFD divulguent généralement les plaintes qu'ils ont reçues et validées. Bien que les mécanismes de plainte ne soient pas des instances juridiques, comme les tribunaux, ils s'appuient néanmoins sur les précédents pour déterminer quelles plaintes ils accepteront à l'avenir et quels types de recours sont appropriés. Tout groupe souhaitant déposer une plainte à l'avenir aurait intérêt à examiner les plaintes antérieures, non seulement en Afrique, mais dans le monde entier, afin de voir quelles plaintes ces mécanismes ont acceptées par le passé afin d'étayer ses futures plaintes.

Zoom sur l'ETG et les infrastructures

Après avoir quitté ses fonctions à l'AGRA, Agnes Kalibata a déclaré que la lutte contre le manque d'infrastructures devrait être la priorité absolue de tout effort futur visant à transformer l'agriculture africaine. « Le plus grand défi de la sécurité alimentaire en Afrique n'est pas la production », a-t-elle déclaré. « C'est l'échec du commerce dû au manque d'infrastructures. »^[1]

Les IFD ont travaillé d'arrache-pied pour remédier à ce problème, en partie en garantissant l'ETG, un négociant en céréales et importateur d'intrants aussi sophistiqué que Cargill, mais concentré en Afrique. Comme expliqué au chapitre 3, les IFD ont fourni à ETG plus d'un milliard de dollars depuis 2018, en grande partie pour développer les infrastructures de transport sur le continent. Ces investissements pourraient être transformateurs, sans parler de leur impact négatif sur les petits agriculteurs africains, mais ils ont été très peu étudiés. Les militants auraient tout intérêt à examiner de près les activités d'ETG.

^[60] [Au-delà de la révolution verte : comment l'AGRA a évolué sous Agnes Kalibata | Devex](#)



ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

QUI EST L'AFSA ?

L'AFSA rassemble des petits exploitants agricoles, des éleveurs, des pêcheurs, des peuples autochtones, des groupes religieux, des consommateurs, des jeunes et des activistes de tout le continent africain afin de créer une voix unie et plus forte en faveur de la souveraineté alimentaire.

L'AFSA encourage l'utilisation et la reproduction de ce rapport à des fins non commerciales, à condition que la source soit dûment mentionnée.

AFSA
ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

Pour plus d'informations et d'études de cas africains, consultez notre site web www.afsafrica.org.